

Une chance que nous avons nos médias étudiants !

Lire le texte
d'Alice Fournier,
Page 2



FRONT COMMUN
**À quand
la lumière
au bout
du tunnel ?**

Page 3



DOSSIER
**Les sportives
méritent
plus de
reconnaissance**

Pages 8 et 9

L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE
SOUS TOUTES SES FORMES
LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS
LE 13 DÉCEMBRE 2023

ÉDITION
SPÉCIALE
EDM4404

La planète se meurt La COP28 tergiverse sur les mots à employer



L'accord de la COP28 est toujours en négociation, alors que la conférence devait se terminer lundi. Giuseppe Cacace, Agence France-Presse



ACTUALITÉS
**Gérard, par
Dieu !**

Plus d'informations, Page 6

LOGEMENTS

**Les évictions
se multiplient**

Plus d'informations, Page 2



FOOTBALL

**Montréal
de retour au
sommet**

Plus d'informations, Page 16



ÉCONOMIE

**L'érable victime
du froid**

Plus d'informations, Page 11

ÉDITORIAL

Préservez
nos médias
étudiants

ALICE FOURNIER

À l'heure où la liberté d'expression semble remise en question dans les médias étudiants québécois, il est important de rappeler la chance que la communauté étudiante a de pouvoir compter sur pléthore d'entre eux pour pouvoir s'informer.

Qu'ils soient francophones ou anglophones, neutres ou militants, sportifs ou d'actualité, les médias étudiants qui existent au sein des universités québécoises garantissent une offre d'information riche à ceux qui les consultent. Rien qu'à l'UQAM, il est possible de s'informer auprès du *Montréal Campus*, de *L'Apostrophe*, de la radio CHOQ, du Club-École, de *L'Artichaut magazine*... et d'autres encore.

Pour la réflexion

Leurs sujets varient et attirent des étudiants aux intérêts différents et, alors que certains textes échauffent les esprits, d'autres rallient des idées. L'émulation pouvant résulter de ce qu'ils partagent est somme toute normale. Rappelons que l'université est l'endroit par excellence où les opinions se forment et où les connaissances se transmettent.

Mais cette émulation ne devrait faire naître ni la méfiance ni la haine. Elle devrait au contraire développer l'esprit critique. Développer la pensée argumentée des membres de la communauté étudiante. La production journalistique étudiante est tout aussi crédible que celle des médias traditionnels, et son rôle de faire circuler l'information est essentiel.

Prendre la parole

Nous sommes chanceux, en tant qu'étudiants, de pouvoir nous targuer d'avoir accès à cette diversité d'informations. L'Université McGill compte par exemple deux médias d'importance, *Le McGill Daily* et *Le Défilé*. Le premier est anglophone, le second francophone. Chacun aborde à sa manière des questions d'intérêt public, qui touchent leur lectorat respectif. *Le Défilé* comporte par exemple une section consacrée à des sujets féministes. *Le McGill Daily* publie entre autres des lettres d'opinion.

Pour que nous puissions continuer à prétendre à cette richesse, préservons le travail de ces petits médias aux grandes ambitions, et intéressons-nous au travail des autres. Beaucoup d'entre eux accueillent avec joie la collaboration d'étudiants de tous les horizons universitaires.

Si les médias étudiants existent, c'est par et pour la communauté étudiante. Soulignons alors l'investissement, pour la plupart bénévole, de ceux qui participent assidûment à la démocratie universitaire.

Premier bilan « décevant » en habitation

LAURIE DORÉ
L'Atelier

Une note de C en matière d'habitation a été attribuée au Québec par l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ). Un bilan très « décevant », alors que la crise de l'habitation ne serait pas assez prise au sérieux au Québec, selon l'APCHQ. « La SCHL [Société canadienne d'hypothèques et de logement] estime qu'il faut construire 1,2 mil-

lion de logements d'ici 2030 pour répondre aux besoins », selon Fabrice Fortin, directeur aux relations gouvernementales et affaires publiques de l'APCHQ.

Manque de soutien

L'heure est grave, d'après M. Fortin, qui déplore le manque de soutien à l'industrie pour construire. Ce soutien serait primordial pour réduire la crise de l'habitation. Il ajoute que « l'accès à la propriété n'est pas du tout dans les priorités gouver-

mentales, malgré le fait que nous sommes en train de créer la première génération qui n'aura pas accès à la propriété ».

Des projets de loi sur l'aménagement du territoire, l'expropriation et la fiscalité ont été au cœur des mesures prises par le gouvernement provincial pour améliorer le secteur de l'habitation. M. Fortin a aussi salué la décision du gouvernement fédéral d'exempter le locatif de la taxe sur les produits et services. Il s'agit du premier bilan en matière d'habitation de

l'APCHQ. Cette rétrospective sera de retour l'année prochaine.

Améliorations en 2024

Pour améliorer la note, selon M. Fortin, « il faut faciliter l'accès à la propriété [...]». Il faut aussi générer une meilleure abordabilité, et cela passe notamment par un moratoire sur les redevances de développement ».

L'itinérance, l'environnement, le transport collectif et l'habitation seront au cœur d'un plan d'action qui sera dévoilé en 2024.



De 2020 à 2023, les comités ont répondu à près de six fois plus de demandes de victimes d'évictions forcées. Robert Macleod, Unsplash

Le taux d'évictions forcées
éclate au QuébecLAURIE ST-GEORGES
L'Atelier

Les situations d'évictions forcées signalées ont augmenté de 132 % en 2023, selon le rapport annuel du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), publié mardi matin. Le co-porte-parole du RCLALQ, Cédric Dus-sault, critique le gouvernement du Québec qui « cherche à normaliser les évictions forcées frauduleuses » avec le projet de loi 31.

Le gouvernement du Québec a annoncé qu'il repoussait l'adoption du projet de loi 31 sur le logement après les Fêtes. Selon M. Dussault, « il n'y a pas d'ouverture sur la modification du

projet de loi. C'est une question d'incompétence, le projet de loi était mal ficelé ». Le RCLALQ est d'avis que ce projet de loi ne ferait qu'empirer la crise du logement au Québec et donner encore plus de pouvoir aux propriétaires qui pourraient être malhonnêtes.

Locataires en crise

Le rapport rendu public démontre plusieurs impacts sur les locataires. « L'éviction du logement est la principale cause des situations d'itinérance visible de 10 000 personnes dénombrées par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2022 (23 % des situations menant à l'itinérance), devant les problèmes de toxicomanie ou de revenu insuffi-

sant », indique le rapport.

Le risque de décès par suicide serait de plus en plus présent. Selon Nicole Dionne, coordonnatrice du Bureau d'animation et d'information logement (BAIL), « les comités ont à faire avec des menaces réelles de suicides planifiés, avec des dates exactes. Un locataire en particulier est passé à l'acte, heureusement, il est en sécurité. La situation est critique ».

Pratiques frauduleuses

Les pratiques illégales d'évictions sont fréquentes et peuvent prendre plusieurs formes. Les « rénovictions », qui consistent à expulser un locataire pendant des travaux ou réparations permet-

tant au propriétaire d'augmen-

ter le loyer, sont souvent des prétextes pour hausser les prix. Les pressions indues sont aussi présentes. Selon M. Dussault, « les tactiques ouvertement illégales ont subi une hausse, on peut le dire, exponentielle ».

Faire cesser l'impunité

Le RCLALQ a transmis plusieurs revendications, notamment l'interdiction d'effectuer une reprise ou une éviction de logement lorsque le taux d'occupation des logements locatifs est inférieur à 3 %. Il demande aussi que « le gouvernement du Québec octroie une somme supplémentaire de 154 millions au financement à la mission des groupes en défense de droit », explique M. Dussault.

Marcher vers une entente

La Fédération autonome de l'enseignement reste prudente quant aux progrès des négociations

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

Des milliers de manifestants ont participé à la grande marche des enseignants en colère mardi à Montréal, marquant le 14^e jour de la grève générale illimitée de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE).

Un espoir animait la foule composée d'enseignants, d'élèves, de parents et de futurs enseignants, car à la veille de cette marche, pour la première fois depuis le début de la grève, il y a eu du progrès sur la table des négociations.

Bien que ce progrès permette d'envisager un éventuel retour en classe pour certains, la FAE appelle le premier ministre, François Legault, à être « cohérent et à [prouver] que l'éducation est une priorité ».

« Une phase cruciale »

« D'importantes discussions ont eu lieu, et nous avons maintenant sur la table les éléments essentiels pour nous entendre. Malgré certains écarts, nous entrons dans une phase cruciale, qui nous permettra d'entrevoir une entente au bénéfice des élèves et des enseignants », a annoncé la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, sur X lundi soir.

La FAE a répondu sur ses réseaux sociaux qu'elle pouvait « également affirmer que les discussions à la table [lundi] ont été productives ».

Cependant, « une chose est



La FAE a entamé sa troisième semaine de grève par une grande marche. Alexane Taillon-Thiffault, L'Atelier

sûre, on va rester en grève générale illimitée tant qu'il le faudra », a affirmé le vice-président de la FAE, Patrick Bydal, en entrevue avec TVA durant la marche.

La FAE reconnaît « les avancées » qui ont été faites, pouvant mener à un éventuel retour en classe, mais reste « prudente ».

Pour les élèves

« On n'est pas juste ici pour les salaires, même si ça en fait partie », explique Dominique Peltier, enseignant de classe d'accueil au primaire, conjointement avec sa

collègue orthopédagogue Amélie St-Aubin.

« Ce qu'on veut, c'est de l'aide pour les enfants », affirme M. Peltier en brandissant une banderole avec le slogan « Meilleures conditions pour les enseignants = meilleures conditions pour les élèves ». « On ne va pas arrêter tant qu'on ne l'aura pas », ajoute-t-il en concordance avec le message principal de la FAE, soit « le gouvernement Legault doit faire preuve de cohérence en faisant de l'éducation LA priorité ».

D'après leurs expériences en

classe et celles de leurs collègues, le manque de ressources pour répondre aux besoins particuliers de chacun fait en sorte que tous les élèves prennent du retard.

Désertion professionnelle

« Il faut une meilleure composition des classes, avec le personnel spécialisé, pour résoudre ça », explique Mme St-Aubin.

« Il ne manque pas d'enseignants [mais] malheureusement, les conditions actuelles créent une désertion professionnelle », conclut M. Peltier.

« Maman, tu es épuisée »

Les mères de familles monoparentales sont très touchées par la grève

FLORENCE CHAMPAGNE-HAMEL
L'Atelier

« En tant que mère [de famille] monoparentale ou [pour] les personnes qui vivent seules, quelle que soit la situation de la personne, ce n'est pas évident », confie Sarah*, une enseignante au secondaire en grève avec la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) depuis le 23 novembre. Elles sont plusieurs à avoir témoigné.

Sarah enseigne depuis 3 ans en 5^e secondaire à l'école Marie-Anne à Montréal. Elle est arrivée au Québec en 2008 après avoir suivi sa formation d'enseignement en Algérie.

Un gouvernement sourd

Les dernières semaines ont été difficiles pour Sarah : « Je rentre, je suis toute seule, je suis tellement fatiguée moralement et physiquement parce que se tenir debout, dehors, dans le froid, plusieurs heures, et voir qu'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel... je m'affale sur le sofa et je suis lessivée. » Son fils de 14 ans le remarque,

la comprend. « Maman, tu es épuisée », lui dit-il. Ce qu'il ne comprend surtout pas, c'est pourquoi le gouvernement ne les entend pas.

Joindre les deux bouts

La précarité est à son comble à la troisième semaine de grève gé-

« [Quand je vois] qu'il n'y a pas de lumière au bout du tunnel... je m'affale sur le sofa [...] lessivée » - Sarah

nérale illimitée. Surtout lorsqu'un seul revenu alimente le foyer. Sarah n'ose pas demander de l'argent puisque c'est une situation « difficile pour tout le monde en ce moment avec l'inflation ».

Victoria Kavanagh a pu bénéficier du réseau de soutien du groupe Facebook « Entraide pour les profs en grève » pour recevoir des dons. Elle est enseignante au secondaire au Centre de réadap-

tation pour les jeunes en difficulté d'adaptation Rose-Virginie-Peltier à Montréal. « Moi, je peux me permettre de manger seulement des pâtes, mais ma fille de 18 mois, elle, non », affirme-t-elle.

Elle souligne être très reconnaissante de tout l'amour et de l'aide qu'elle a reçue, mais les factures continuent de rentrer et les dettes, de s'accumuler.

Trouver un autre emploi?

Une question qui circule de plus en plus parmi des membres de la FAE. Adèle King, mère de deux enfants de 8 et 12 ans et enseignante au primaire à l'école L'Odyssée à Québec, songe à trouver un autre métier, et elle n'est pas la seule.

« J'adore travailler avec les élèves, j'adore ce que je fais, mais les conditions font en sorte que je pense à partir », admet-elle. « Toutes mes amies sont en train de quitter [le métier], affirme Victoria. Elle souligne que la lutte n'est toujours pas finie.

*Sarah a préféré témoigner sous le couvert de l'anonymat pour préserver sa dignité.

CAMPS DE JOUR

Débat sur les prix

FLORENCE PROVENCHER
L'Atelier

Les coûts variables des camps de jour sont au cœur d'un débat parmi les parents et les organismes qui les offrent, après deux semaines de grève de la FAE.

« Ce que je trouve dommage, c'est qu'encore une fois, ce sont les privilégiés qui ont accès aux services », déplore Claudia Larochelle, mère de deux enfants âgés de 7 et 10 ans. « Au début [pour le camp de jour de mon fils], c'était 60 \$ par jour et c'est rendu 90 \$. C'est vraiment complètement démesuré. »

Au club de trampoline Acrosport Barani, à Laval, où des activités de cirque sont offertes aux enfants, le prix par jour est de 50 \$, comme l'explique la propriétaire, Solange Leblanc. « [J'ai des parents qui m'ont dit que certains camps de jour] demandaient 120 \$ par jour et les enfants sont assis sur un tapis à attendre que la journée passe », dénonce-t-elle.

Au Léopard créatif, un espace à Montréal où des ateliers d'art sont offerts, le tarif est de 70 \$ par jour. « Ce n'est pas tout le monde qui peut se le permettre », admet Marion Desmytère, directrice associée. « Mais j'ai eu le sentiment que ça convenait [d'autant plus que] plusieurs parents nous ont demandé des relevés 24 pour les [remboursements] d'impôts sur les frais de garde. »

La Maison des enfants, un organisme communautaire de l'Oasis des enfants de Rosemont, offre aux familles qui sont vulnérables économiquement une option gratuite. Selon Geneviève Bouchard, coordonnatrice générale, l'organisme ne peut pas demander 60 \$ par jour à un parent qui irait travailler et gagnerait exactement ce salaire. « L'argument [de ceux qui demandent un tarif], c'est qu'il y a des [remboursements] d'impôts, mais quand tu travailles avec des familles vulnérables [...] les 60 \$ vont soit dans l'épicerie, soit là-dedans », explique-t-elle.

« On est solidaires du mouvement, donc en profiter pour aller faire des revenus, pour nous, c'est un peu [contradictoire] », ajoute Mme Bouchard.

Le Laurus Summer Camp, un camp éducatif à Montréal, coûte de 50 \$ à 55 \$ par jour. Selon la directrice générale, Alexandra Hiscox, « ce n'est pas le moment de faire un profit ».

Une seule option

« On entend tellement d'histoires de parents [qui racontent] que c'est difficile, mentionne Mme Hiscox. Les parents nous remercient tous les matins parce qu'ils n'ont pas d'autres options. »

« Et 90 % des parents nous ont donné un petit mot parce qu'ils [sont reconnaissants] », indique-t-elle.

Tous les camps et organismes consultés se disent prêts à offrir leurs services jusqu'à la fin de la grève.



Certains étudiants ont l'impression que l'UQAM veut les pénaliser d'avoir voté une grève générale illimitée. Alexane Taillon-Thiffeault, L'Atelier

Appel à l'aide d'une revue de l'UQAM

GRÉGORY HAMEL
L'Atelier

La revue *Éducation relative à l'environnement*, mise sur pied à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) il y a 25 ans, risque de cesser d'exister au cours des prochains mois en raison d'un manque de financement.

« C'est un enjeu majeur. On a besoin de graphistes, d'assistance technique, de financement », explique Lucie Sauvé, directrice de la revue depuis sa création. Selon ses propos, une revue universitaire, surtout francophone, fonctionne grâce à beaucoup de bénévolat de la part des professeurs et des évaluateurs. Au-delà du bénévolat, les revues se doivent d'être encadrées par un système de financement stable.

Passage à vide

Le financement provient des organismes subventionnaires et parfois de programmes universitaires. Le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) sont les deux organismes principaux qui ont contribué au financement de la revue *Éducation relative à l'environnement* jusqu'à aujourd'hui. Toutefois, la revue est à la recherche de financement supplémentaire afin de subsister.

Mme Sauvé indique que l'organisation de la revue est dans un important passage à vide. « La revue est née d'une rencontre de chercheurs et d'éducateurs à l'environnement qui ont reconnu la nécessité de promouvoir la recherche », explique la directrice, qui agit elle-même comme professeure émérite à l'UQAM.

Elle renchérit en disant que la société a besoin de la recherche scientifique. Les études offrent des balises pour rassurer, inspirer, mais aussi avoir un regard critique sur ce qui se passe dans la sphère environnementale.

Avec la vie numérique et les exigences de classement des revues, c'est plus difficile pour l'organisation de se démarquer et de vendre des exemplaires. Il y a donc « une professionnalisation du métier de rédacteur de revues puisque leur crédibilité en dépend grandement », mentionne Mme Sauvé.

Urgence financière

Si les instances universitaires n'offrent pas un financement suffisant à la revue pour lui permettre de survivre jusqu'à la prochaine période de subvention du CRSH et du FRQSC, la revue devra cesser ses activités.

« On espère que ceux qui ont le pouvoir de nous faire survivre pourront entendre cet appel à l'aide », implore Mme Sauvé. La revue attend des réponses par rapport à ses demandes de subvention d'ici avril prochain.

Les futurs enseignants inquiets pour leur diplôme

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier

Plusieurs futurs enseignants de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) voient leur stage annulé par la grève de nombreux syndicats de l'enseignement partout au Québec. Pour certains, cela totalise plusieurs jours de stage ratés qu'ils devront reprendre « avant 2025 ».

« Si l'on doit reprendre nos journées de stage manquées, ça va retarder notre obtention de diplôme », explique une étudiante en quatrième année du baccalauréat en éducation préscolaire et primaire désireuse de conserver l'anonymat. « [Selon] le courriel envoyé par l'UQAM, on [devra] reprendre les jours perdus. Si c'est réellement le cas, cela peut retarder d'un an notre diplomation. »

Ce courriel concernant les stages

qui ne peuvent être menés à terme pour le trimestre d'automne 2023 a été envoyé le 6 décembre par le vice-recteur à la vie académique de l'UQAM, Jean-Christian Pleau. « Les étudiants concernés se voient attribuer un délai autorisé pour la remise d'un résultat », indique-t-il. Par contre, le vice-recteur écrit « qu'ils disposeront d'une année supplémentaire pour terminer leur stage, en fonction de la disponibilité des milieux ». En résumé, les journées manquées devront être reprises.

Certains étudiants ont l'impression que l'UQAM veut « les pénaliser » pour avoir voté un mandat de grève générale illimitée en soutien aux enseignants en grève dans le milieu. « On a voté ça parce que c'est nos futures conditions de travail que l'on vit déjà quand on fait du remplacement », affirme

France, étudiante. « Pourtant, on a exclu les personnes stagiaires pour ne pas leur nuire, mais on dirait que l'école veut nous pénaliser de faire la grève », ajoute-t-elle.

« Si c'est réellement le cas, ça peut retarder d'un an notre diplomation » - Une future enseignante

Différent à l'UdeM

À l'Université de Montréal, les étudiants à la Faculté des sciences de l'éducation sont également touchés par la grève, mais l'UdeM ne prévoit pas faire reprendre les journées de stage manquées. Cer-

tains stages devraient débuter dès vendredi.

« On n'aura pas à reprendre pour l'instant, et c'est un soulagement. On a déjà assez à stresser pour le retour en janvier si la grève continue », affirme Louvia Fleury, étudiante en troisième année en enseignement.

Cette étudiante déclare que cette grève refroidit son désir de devenir enseignante et lui donne envie de quitter le navire. « Je vois mes futures conditions de travail et je n'ai pas envie de me battre », admet-elle. Elle pense se réorienter en petite enfance ou continuer à la maîtrise dans le but d'enseigner au collégial ou à l'université. C'est le même son de cloche de la part de plusieurs de ses collègues. « Quand tu étudies en enseignement, tu as toujours un plan B en tête », déplore Laurie, une autre étudiante.

Hausse de la dépression chez les jeunes

GRÉGORY HAMEL
L'Atelier

La prescription d'antidépresseurs chez les jeunes adultes a presque doublé depuis 2018, d'après une thèse réalisée par M. Simon Lapierre, étudiant à l'Université du Québec à Montréal. Ce dernier, nouvellement détenteur d'un doctorat en psychologie, estime aussi que les gens qui en ont besoin gèrent leurs problèmes différemment selon leur sexe.

L'étudiant a présenté sa thèse

de doctorat au jury d'évaluation mardi. L'objectif de sa soutenance était de mettre en lumière l'évolution des symptômes de dépression, autant pour les femmes que pour les hommes.

M. Lapierre affirme qu'il y a très peu d'analyses effectuées chez les jeunes adultes. La College Health Association qualifie même ce groupe d'âge de la « génération ignorée par les études ».

Selon les informations présentées dans la thèse, 8,5 % des jeunes adultes à l'étude présentent

des symptômes de dépression, une hausse d'environ 3 % depuis le début de la pandémie.

Différence entre les sexes

Selon la soutenance de thèse de l'étudiant en psychologie, les hommes ont plus de difficulté à s'adapter à la vie postsecondaire, tandis que les femmes ont tendance à vivre des épisodes dépressifs plus jeunes, vers l'âge de 15 ans. « Ce n'est pas cool, quand tu es une fille, d'avoir des troubles de comportement. Plus tard, ce

sont les hommes qui n'aiment pas [reconnaître] qu'ils ont besoin d'aide », explique-t-il.

L'alexithymie, la difficulté ou l'incapacité à identifier ses émotions représentent les causes principales de ce problème chez les hommes, selon M. Lapierre.

Ce dernier explique que les jeunes adultes refusent d'être étiquetés comme des adolescents, mais aussi comme des adultes. Cette recherche d'identité nuit à leur développement et à leur santé mentale.

CANADA-UKRAINE

Ottawa dit oui au libre-échange

OLEKSII PIVTORAK
L'Atelier
À Ottawa

Une majorité de 209 députés, dont le Bloc québécois, a voté pour la loi C-57 de libre-échange entre l'Ukraine et le Canada. Ainsi, 61 milliards de dollars de soutien militaire à l'Ukraine ont été débloqués. La vice-première ministre, Chrystia Freeland, a quitté la Chambre des communes le sourire aux lèvres, accompagnée des autres députés libéraux après le vote. Une nouvelle qui réjouira M. Zelensky, actuellement en visite à Washington.

Nouvel accord

« Les Ukrainiens ont obtenu ce qu'ils demandaient », a déclaré le premier ministre Justin Trudeau au Parlement, ce mardi. L'accord de libre-échange entre l'Ukraine et le Canada n'est pas nouveau. Il s'agit d'une version modernisée de l'accord précédent, qui vise à améliorer les relations économiques avec l'Ukraine et à contribuer à son retour sur le marché économique lors de la reconstruction du pays à la fin de l'invasion russe.

Le projet de loi a été soumis par Mary Ng, ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique. Il a été développé depuis quelques années et amené en Chambre pendant la visite du président Zelensky en septembre.

La date de fin de l'invasion russe demeure inconnue. « Je ne pense pas qu'une entente de libre-échange soit suffisante en soi. Je pense que c'est un élément contributif à la reconstruction économique de l'Ukraine », a affirmé mardi Yves-François Blanchet, le chef du Bloc québécois.

Les conservateurs s'opposent

« Malheureusement, le gouvernement veut imposer une taxe carbone sur un pays en guerre à la place de l'aider », a dit Luc Berthold, député conservateur, à la suite du vote.

Pourtant, il y a quatre jours, le député libéral Yves Baker avait dénoncé sur les réseaux sociaux le fait que les conservateurs avaient voté contre l'envoi d'une nouvelle aide militaire à l'Ukraine. Ils ont également voté contre le financement du programme militaire canadien UNIFER, qui vise à former les soldats ukrainiens depuis déjà plusieurs années. Le soutien à l'Ukraine au sein du Parti conservateur a radicalement changé depuis la visite du président Zelensky.

« À la place de prendre soin des Canadiens, il parle d'une guerre si loin [de chez nous] », a répondu Pierre Poilievre à Justin Trudeau lors d'une période de questions.



La sœur jumelle de Nimrod Cohen, otage du Hamas, réclame sa libération. Oleksii Pivtorak, L'Atelier

Le Hamas sanctionné

Rupture exigée des liens économiques

OLEKSII PIVTORAK
L'Atelier
À Ottawa

Le Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne a présenté mardi les sanctions que le Canada devrait imposer selon lui contre les personnes liées au Hamas.

Plusieurs membres des familles des otages et des victimes de l'attaque du 7 octobre étaient présentes sur place. « Le Hamas a été entraîné pour tuer ma nièce », a témoigné un des membres de la famille d'une victime.

Une liste détaillée

« Avec l'argent de l'Occident, le Hamas achète des munitions », explique un partisan du Centre Raoul Wallenberg. Dans le do-

cument présenté, 45 organismes ont été appelés à être sanctionnés, dont l'Association Autriche-Palestine et l'Association de secours palestinien basées en Suisse. Le Centre Raoul Wallenberg veut empêcher les entreprises qui ont la possibilité de travailler au Canada d'envoyer de l'argent en Palestine. La majorité des noms sur la liste font déjà l'objet de sanctions des États-Unis et d'autres pays.

« Pas d'argent, pas de terreur »

L'objectif ultime du Centre est de sanctionner le président iranien, Ebrahim Raïssi, et le Corps des gardiens de la révolution islamique, qui sont reconnus pour financer le Hamas. « Pas d'argent, pas de terreur », a déclaré un des membres du Centre. Lorsque des

questions sur le conflit israélo-palestinien ont été posées, le Centre Raoul Wallenberg a demandé de ne pas s'éloigner du sujet des otages israéliens.

Soutien des partis

Le Bloc québécois et le Parti conservateur étaient sur place. Melissa Lantsman, le bras droit de Pierre Poilievre, est la première femme juive à avoir été élue au sein du Parti conservateur. Elle tenait dans ses mains le portrait de l'otage du Hamas Nimrod Cohen.

Mélanie Joly a également annoncé que le Canada réclame un cessez-le-feu immédiat à l'ONU, tout comme ses collègues du Commonwealth, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ils demandent également la libération immédiate des otages israéliens.

SANTÉ MENTALE

Vers un retrait de la TPS

LYNA BASTA
L'Atelier

Les services en santé mentale pourraient être exonérés de la taxe sur les produits et services (TPS), selon un rapport publié par le Directeur parlementaire du budget du Canada (DPB).

« Cette mesure entraînerait un manque à gagner de 64 millions de dollars sur cinq ans. Le gouvernement n'aura plus accès à ces revenus [à cause de la déduction] », souligne Ulysse Robert-Lacroix, analyste au DPB.

Le gouvernement fédéral a soumis, en automne dernier, une demande d'allègement de la TPS dans le cadre du projet de loi C-59, soit la Loi sur la taxe d'accise.

Peu de changements

Si le projet de loi est mis en place, la TPS de 5 % ne serait plus facturée pour ces services, souligne M. Robert-Lacroix. « L'accessibilité des services en santé mentale ne sera pas nécessairement affectée », poursuit-il.

Une exonération pourrait toutefois inciter les professionnels en santé mentale à augmenter leurs tarifs en compensation de la perte de la taxe sur les services, affirme le rapport.

Prédictions difficiles

« Si, par exemple, un psychologue demande 100 \$ l'heure, il y a normalement 5 \$ de TPS qui s'ajoutent au prix. Certains [professionnels] pourraient décider d'augmenter leur prix sachant que le client paie moins », indique Govindadeva Bernier, directeur des politiques du DPB.

« Il n'y a aucune façon de prédire si ça arrivera [réellement] ou pas », précise M. Bernier. Selon le rapport, cet effet dépendra de plusieurs facteurs, dont « la structure de marché des cabinets de praticiens en santé mentale ou encore [...] de la demande et de l'offre ».

La compensation financière gouvernementale aux services en santé mentale n'a pas été détaillée dans le rapport.



Cette mesure entraînerait un manque à gagner de 64 millions de dollars sur cinq ans.. Mathieu Stern, Unsplash



Pendant longtemps, seul l'alcoolisme a été pris en considération dans la recherche sur les dépendances. FilippoBacci, iStock

Vers de nouvelles drogues

LOUISE PETIT
L'Atelier

Après l'alcoolisme, il y a une diversification des dépendances, explique Louise Nadeau, psychologue et professeure en psychologie à l'Université de Montréal, spécialisée dans les dépendances.

La « préoccupation pour la prévention et le traitement [des dépendances] s'inscrit dans le temps », a-t-elle dit.

Au cours d'une conférence virtuelle organisée par l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ), elle a fait la rétrospective des 25 dernières années de l'intervention en dépendance au Québec.

« L'histoire des dépendances est multiple et s'inscrit dans le temps », a annoncé Louise Nadeau, qui rappelle que cette conférence constitue son regard sur cette histoire.

La psychologue témoigne de

l'évolution du trafic des substances illicites. Elle indique l'arrivée de drogues de synthèse après les années 2000, ayant été chimiquement modifiée en laboratoire, beaucoup plus dangereuse et accessible que d'autres drogues comme la cocaïne. « Il y a une augmentation des troubles psychiatriques avec les drogues de synthèse », a-t-elle rappelé.

Émergence de la cyberdépendance

Mme Nadeau parle également de l'émergence de la cyberdépendance, la fascination de l'écran selon ses mots.

Elle explique qu'il y a une redirection dans les dépendances. Elle indique que les jeunes hommes de 15 à 24 ans consomment moins d'alcool, mais plus d'écrans.

Plus de santé

Même si, de nos jours, il est commun de distribuer des serin-

gues, elle explique que cela n'a pas toujours été le cas. En 1981,

« Il y a une augmentation des troubles psychiatriques »
- Louise Nadeau

les toxicomanes ont largement été touchés par le VIH à Montréal. Ils s'échangeaient des seringues avec du sang contaminé entraînant un haut taux de mortalité par manque de traitement. Des seringues propres ont alors commencé à être distribuées.

À la même période, les dépendances, longtemps considérées comme une maladie, ont changé de statut. En 1982 a été théorisée l'idée que « la dépendance vient de la réponse de la substance à un be-

soin et non de la substance en elle-même », a expliqué Mme Nadeau.

Plus de solutions

Après un retour historique sur l'arrivée des recherches sur la dépendance au Québec, où pendant longtemps seul l'alcoolisme était traité, la professeure a fait un état des lieux des instituts de recherche sur la dépendance et des solutions offertes aux personnes dépendantes. Parmi ces dernières, elle a cité notamment l'organisme Drogue : aide et référence et la ligne téléphonique Jeux : aide et référence, qui traitent de différents types de dépendances.

De plus, Louise Nadeau expose que les populations marginales ont longtemps été exclues des études sur les dépendances avant d'être enfin considérées par l'AIDQ.

Les solutions de la cyberdépendance ont, quant à elles, du mal à suivre le rythme des avancées technologiques.

Le monstre Depardieu

ALICE FOURNIER
L'Atelier

Le premier ministre François Legault a déclaré vouloir que l'acteur français Gérard Depardieu soit déchu de l'Ordre national du Québec. Au même moment, un reportage choc paraît et dénonce le passé d'agresseur du personnage.

La réaction de M. Legault fait suite au scandale qui couvre Depardieu depuis plusieurs années. Viols, commentaires sexistes et déplacés, comportements grossiers... La liste des accusations grossiers sur Gérard Depardieu n'en finit plus. Les actions perverses qu'il a commises tout au long de sa carrière d'acteur sont exposées depuis peu à la sphère médiatique. L'émission française *Complément d'enquête* a sorti le 7 décembre dernier un reportage rendant compte des exactions de cette personnalité pourtant si appréciée par le peuple français. Celui qui faisait rire les enfants dans son personnage célebre d'Obélix suscite désormais le dégoût des spectateurs.

Révélation chocs

Dans le reportage diffusé la semaine dernière, Gérard Depardieu apparaît sous son jour le plus sombre. C'est lors de sa visite en Corée du Nord que les spectateurs réalisent avec horreur l'ampleur de ce que cache le personnage.

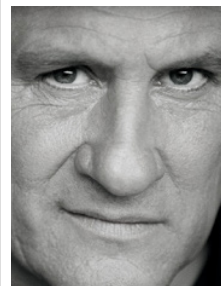
Dans un pays marqué par le totalitarisme, il n'hésite pas à faire des avances à son interprète sans se soucier de son consentement. Lors d'une journée passée dans des écuries, il affirme que les « femmes aiment monter à cheval, car ça leur frotte le citoris ».

Depuis trop longtemps

En 2020, il a été mis en examen pour viols après les dénonciations de l'actrice Charlotte Arnould. Le reportage révèle qu'il a abusé d'elle alors que la jeune femme souffrait d'anorexie. Elle était la fille de son ami.

Il révèle aussi qu'il serait impliqué dans des affaires de viols depuis qu'il a l'âge de neuf ans, d'après un témoignage qu'il aurait lui-même donné à une journaliste américaine.

L'acteur n'a jamais caché ses penchants obsédés. Les personnes avec qui il a travaillé dans le monde du cinéma ont souvent excusé ses propos, preuves d'une personnalité extravertie.



L'acteur est aujourd'hui âgé de 74 ans. Gérard Depardieu, Facebook

Où les adultes s'informent-ils sans Meta ?

WILLIAM GEMME
L'Atelier

À la suite du récent blocage de nouvelles par Meta sur Facebook et Instagram, 29 % des adultes québécois ont changé la manière dont ils s'informent. Ces données sont tirées d'un sondage de l'Académie de transformation numérique (ATN) de l'Université Laval publié mardi. « J'utilisais Facebook pour m'informer, car je n'avais pas le temps d'écouter le bulletin de

nouvelles ni d'écouter la radio. » Depuis le blocage, je ne prends pas le temps de bien m'informer », mentionne Julia Taillefer, une Québécoise âgée de 28 ans qui utilise Facebook.

Une plus grande méfiance

Les adultes québécois âgés de 18 à 34 ans choisissent davantage les sites web d'actualité comme source principale d'information selon l'enquête intitulée Actualités en ligne, réseaux sociaux et balados. Le pourcentage de la population

québécoise qui fait confiance aux informations sur les réseaux sociaux a connu une diminution de 7 % par rapport à 2022, se situant à 31 %. « Cette baisse de confiance est davantage présente chez les adultes de 18 à 34 ans avec une baisse de 11 % » précise le porte-parole des enquêtes NE-Tendances à l'ATN, Bruno Guglieminetti.

Un nouveau réseau

Un adulte sur deux se prêt à utiliser un nouveau réseau so-

cial public indépendant d'information selon l'étude. « En réponse à la décision de Meta, quelques spécialistes ont proposé l'idée de créer un nouveau réseau social public et indépendant qui ferait circuler l'information tout en versant des redevances aux médias », explique Claire Bourget, directrice intelligence d'affaires et recherche marketing à l'ATN. La loi C-18 sur les nouvelles en ligne à l'origine du blocage de nouvelles entrera normalement en vigueur le 19 décembre prochain.

Le plan pour l'abattage des cerfs dévoilé

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

L'administration de la Ville de Longueuil doit présenter mercredi son plan pour l'abattage des cerfs dans le parc régional Michel-Chartrand.

La mairesse de Longueuil, Catherine Fournier, annoncera son plan en conférence vers 9 h pour l'abattage à l'arbalète d'une centaine de cerfs dans le grand parc Michel-Chartrand. Ce dossier qui a fait couler beaucoup d'encre s'est clos en octobre dernier devant les tribunaux, alors que la Ville a officiellement gagné le droit d'abattre les bêtes pour des raisons d'environnement, de nuisance, de salubrité et de sécurité.

L'organisme Sauvetage Animal Rescue, qui était représenté par M^{me} Anne-France Goldwater, a vu son ultime tentative d'appel rejetée par la Cour. Sauvetage Animal Rescue proposait plusieurs autres scénarios que l'abattage des bêtes. Il suggérait notamment le déplacement et la stérilisation des cerfs.

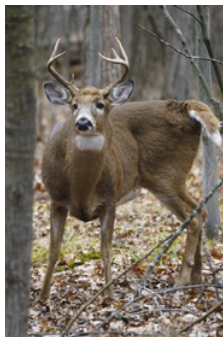
Plus d'une centaine de cerfs vivent actuellement dans le parc régional, qui ne peut en accueillir qu'une dizaine. Cette surpopulation nuit à la préservation de l'écosystème du grand espace vert d'une superficie de 185000 mètres carrés.

Le prix à payer

La Ville de Longueuil a dépensé 375 248 \$ en frais juridiques de toutes sortes pour faire valoir son droit d'intervenir sur le contrôle de la faune.

Le porte-parole de la Ville, Louis-Pascal Cyr, a souligné que l'administration municipale aurait grandement préféré ne pas avoir à assumer ces coûts importants.

« L'équilibre écologique de notre parc a une valeur inestimable pour les Longueillois. On nous a poursuivis, et c'était notre devoir d'aller le défendre », a-t-il alors ajouté.



Le plan d'abattage des cerfs sera rendu public mercredi en conférence de presse. Gracieuseté du parc régional Michel-Chartrand

La COP28 joue sur les mots

Un désaccord sur le vocabulaire prolonge les négociations

MEGAN FOY
L'Atelier

Les négociations menant à l'adoption d'un accord à la COP28, qui devaient se terminer dans la journée du 12 décembre à Dubai, se voient prolongées en raison du vocabulaire considéré comme trop « faible » et « trop peu ambitieux » qui y est utilisé.

« On se sent un peu comme à la COP15, où le texte avait été adopté à 4 h du matin », remarque l'analyste Énergie et climat chez Nature Québec, Anne-Céline Guyon, qui a assisté à de nombreuses rencontres durant le sommet. Une première ébauche de texte déposée il y a quelques jours a été vivement critiquée pour l'absence de mention concrète des énergies fossiles.

Le vocabulaire laissait trop de place au libre arbitre des parties, selon la directrice générale du Projet de la réalité climatique Canada, André-Yanne Parent. « Les représentants mondiaux n'ont pas l'impression d'avoir un texte qui présente une vision globale du monde », s'avance la représentante québécoise.

Protéger ses intérêts

Anne-Céline Guyon a rapporté que les nombreux lobbies pétroliers et gaziers présents aux tables de négociations mardi ont insisté sur la réelle part de responsabilité qui devrait leur être attribuée dans la lutte contre les changements climatiques. Plaidant n'être que la source de la production d'énergies fossiles, ils ont estimé que le réel changement doit provenir des pays



L'accord devait initialement être conclu à 11 h mardi. Giuseppe Cacace, Agence France-Presse

qui consomment les énergies fossiles en trop grande quantité. Selon l'analyste, beaucoup y ont vu ici un signe de panique.

« Ce qu'on a vu toute la journée, c'est une instrumentalisation et un détournement du concept de sortie des énergies fossiles », affirme Mme Guyon.

La COP du paradoxe

« Au-delà des grandes paroles [du Canada], concrètement, quel rôle joue-t-il? se demande Anne-Céline Guyon. Ce n'est pas très clair. »

De nombreux pays plus vulnérables, notamment la Bolivie, ont accusé des pays du Nord, comme le Canada, de faire preuve d'une certaine hypocrisie considérant la part qu'ils jouent dans la production pétrolière.

Le ministre fédéral de l'Environnement et du Changement climatique, Steven Guilbeault, a toutefois présenté son plan pour plafonner les émissions de gaz à effet de serre (GES), une première pour un pays producteur. Il présentera son bilan du sommet mercredi matin.

Si, de son côté, le président de la COP28, Sultan Ahmed al-Jaber, s'est heurté à une couverture médiatique critique au début des rencontres, « beaucoup s'entendent pour dire que sa manière de gérer les négociations a été assez exemplaire », affirme Anne-Céline Guyon.

Premier bilan mondial

La COP 28 a marqué le tout premier bilan mondial depuis l'Accord de Paris en 2015, où les progrès réalisés pour limiter le réchauffement à 1,5 °C ont été évalués.

La COVID-19 laisse des séquelles sur la santé mentale

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

Une étude publiée mardi par Statistique Canada fait état des séquelles de la COVID-19 sur la santé mentale des communautés marginalisées. Les longs moments de confinement ont laissé des marques non négligeables sur les membres de la communauté 2ELGBTQ+.

Les jeunes sont les premières victimes

Même avant la pandémie, la propension des jeunes et des membres de communautés marginalisées à souffrir d'anxiété, de dépression et de trouble de stress post-traumatique était plus grande que dans les autres communautés. Aujourd'hui, l'état de santé mentale de ces jeunes ne s'est pas vraiment amélioré.

« La sortie de pandémie a été difficile. Il y a eu la guerre en Ukraine, le conflit israélo-palestinien, l'inflation et la montée des propos homophobes sur Internet.



La santé mentale des jeunes de la communauté 2ELGBTQ+ ne s'est pas vraiment améliorée depuis la pandémie. Pexels

Il y a de quoi continuer à faire de l'anxiété quand on fait partie d'une communauté fragile comme celle-là », explique le D^r Robert-Paul Juster de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal.

Le médecin rappelle que la pandémie a fortement ralenti l'accès aux soins pour plusieurs de ces

jeunes et que les effets du manque de soins peuvent durer longtemps.

« Mes collègues et moi avons amassé des données, et les suivis en relation d'aide ont été quatre fois plus bénéfiques auprès des jeunes de la communauté 2ELGBTQ+ que dans n'importe quelle autre communauté », a-t-il conclu.

Le transport collectif sous surveillance

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT
L'Atelier

Dix grands organismes de transport collectif du Québec sont fortement incités à se livrer à des examens de performance, a déclaré mardi le ministre des Transports et de la Mobilité durable, Geneviève Guilbault.

Ces examens qui se nomment aussi « audits » visent à « améliorer » la situation financière des sociétés de transport, notamment par « une plus grande efficacité opérationnelle et un meilleur niveau de productivité », selon ce qu'a affirmé le ministre.

Plusieurs des organismes concernés, dont la STM et la STL, ont confirmé leur collaboration à l'appel d'offres pour les audits. Après des mois de négociations tendues, Mme Guilbault a annoncé le mois dernier que son ministère dévoilerait une « offre finale » visant à couvrir 70 % des déficits prévus pour les principales sociétés de transport de la province.

Les Jeux olympiques, un rêve qui coûte cher

Le financement du flag football au Québec laisse à désirer

ARIANE FOURNIER
L'Atelier

Dans un contexte où le flag football féminin de niveau universitaire manque de ressources financières, envisager que les joueuses québécoises atteignent un niveau olympique d'ici 2028 soulève des interrogations.

La ligue universitaire de flag football, chapeauté par le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ), n'a vu le jour qu'en 2021. Cela n'a pas empêché les joueuses d'ici de se tailler une place de choix parmi l'élite du pays – au dernier championnat canadien universitaire, les trois marches du podium étaient occupées par des équipes québécoises.

Dans une ligue à part

« La qualité de flag au Québec, c'est vraiment fort », énonce d'emblée Gabriel Proulx, entraîneur-chef universitaire des Citadins de l'UQAM. L'annonce de l'ajout du flag football au programme officiel des Jeux olympiques d'été de Los Angeles, en 2028, n'a fait que motiver davantage ses troupes. « C'est très excitant pour mes joueuses, il y aura assurément beaucoup de Québécoises dans l'équipe olympique canadienne », dit-il.

Des médailles d'or...

Malgré le succès des équipes universitaires, le flag football demeure sous-financé. Ce manque de ressources viendrait en partie d'un bémol administratif. En effet, au Québec, chaque équipe doit être inscrite chez Football Québec, un organisme qui régit le développement du football amateur dans la province. Au niveau du RSEQ, l'inscription est faite par équipe, contrairement au niveau civil, où chaque joueur est inscrit de manière individuelle.

... mais pas d'argent

Noémie Olmand, présidente de l'équipe de l'Université de Montréal, explique qu'en matière de



Les joueuses de l'Université de Montréal en action lors d'un match en été 2022. Facebook, Flag Football universitaire - UdeM

financement, cette manière de fonctionner réduit le poids du flag football. « C'est plus difficile de justifier que tu vas mettre, disons, 100 000 \$ dans le flag, quand il n'y a aucune fille officiellement inscrite à Football Québec », précise-t-elle. Pour cette membre de l'équipe nationale, la problématique « freine » le développement de la ligue universitaire.

Participer à tout prix

Selon Mme Olmand, l'importance d'un soutien financier accru de la part de Football Québec est crucial au développement des joueuses. Steve Duchesneau, directeur général de l'organisme, est d'avis que le soutien financier d'une équipe va de pair avec leur succès sur le terrain.

Il explique que, lorsqu'un sport obtient son statut olympique, ses athlètes deviennent admissibles au Programme d'aide aux athlètes (PAA), une bourse octroyée par Sport Canada, le plus important bailleur de fonds du système de sport amateur au pays. « Le PAA

a été conçu pour aider les athlètes canadiens à s'entraîner pour de grandes compétitions internationales comme les Jeux olympiques », explique-t-il.

L'aide financière accordée dans le cadre du PAA sert à offrir « une allocation de subsistance et d'entraînement aux athlètes », à la

« Il y aura assurément beaucoup de Québécoises dans l'équipe olympique canadienne »
- Gabriel Proulx

quelle s'ajoute le paiement des droits de scolarité. Selon M. Duchesneau, les athlètes canadiens devraient y avoir accès très bientôt. Quant à Football Québec, M. Duchesneau ne sait pas encore dans quelle mesure son organisation pourra appuyer financièrement ses athlètes.

La quête olympique

Dans un pareil contexte, une question se pose : le manque de financement des équipes de flag football du Québec pourrait-il entraver le développement des joueuses, et, par conséquent, compromettre leurs chances de faire partie de l'équipe olympique ?

Pour Mme Olmand, plus d'argent de la part de Football Québec permettrait de mettre sur pied plus de camps d'entraînement et d'avoir accès à de meilleures installations. Elle ne nie cependant pas le niveau de jeu des équipes québécoises, qui est du calibre de « certaines des meilleures équipes aux États-Unis ou ailleurs dans le monde ». Même son de cloche chez M. Proulx. « Elles seront prêtes à 100 % », lance-t-il sans hésitation. « Nos équipes ont déjà le calibre, elles ne peuvent que progresser d'ici les Jeux », appuie-t-il. À en croire les principaux intéressés, les Québécois et les Québécoises auront bientôt une nouvelle équipe à suivre avec passion aux JO.

Athlètes féminines de l'ombre

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier

Les athlètes sportives féminines déplorent le manque de visibilité de leur pratique sur les écrans, tandis que les équipes masculines sont, elles, sous les projecteurs des médias.

« On n'est même pas proches d'atteindre une parité. » Les athlètes sportives féminines déplorent le manque de visibilité de leur pratique sportive à l'écran, tandis que les équipes masculines sont sous les projecteurs des médias. « Le sport de haut niveau est encore très associé aux hommes. C'est désolant », dénonce un professionnel de recherche au Laboratoire pour la progression des femmes dans les sports au Québec (Lab PROFEMS).

Il déplore le peu d'avancées qu'il y a eu dans la représentation des sportives à l'écran ces dernières années. Dans le cadre de son postdoctorat à l'Université Laval en 2019, Marilou St-Pierre s'est intéressée aux pratiques professionnelles générées chez les journalistes sportifs et à la place du sport féminin dans les médias. « En date de 2019, c'était moins de 6 % de la couverture sportive canadienne qui portait uniquement sur le sport féminin tandis que les hommes en obtenaient environ 40 % », rapporte le chercheur.

Des stéréotypes rebutants

Selon lui, une femme va devoir être beaucoup plus performante qu'un homme afin d'obtenir de l'attention médiatique. « Un homme, pour faire les manchettes, doit être un sportif. Une femme, elle doit gagner », dit-il. Ce constat, Marilou St-Pierre confirme qu'il est d'autant plus prépondérant dans le sport d'élite que dans le sport universitaire, moins médiatisé.

Chloé Corbeil, joueuse de flag football dans une ligue depuis 6 ans, confirme cette thèse. « Juste par la publicité faite, on parle peu de nous comparativement à l'équipe masculine », explique-t-elle. « Au secondaire, j'ai eu envie de lâcher. Les estrades étaient vides quand c'étaient les filles qui jouaient, et pleines quand c'étaient les gars », se remémore-t-elle.

Stigmatisation des femmes dans le sport

WILLIAM GEMME
L'Atelier

Dans les coulisses des sports universitaires, un récit persistant demeure silencieux : celui de la stigmatisation des femmes. Elles doivent sans cesse gagner pour être reconnues. Leur force, leur compétence et leur mérite sont souvent remis en question par des stéréotypes de genre.

Que ce soit par une moins grande représentation médiatique, moins de possibilités de carrière ou une

disparité dans la visibilité de leur entraînement face à celle des équipes masculines, les athlètes féminines passent par des chemins de gravier pour se rendre à leur but.

Le rôle des médias

Les médias jouent un rôle crucial dans la perpétuation ou la réduction de la stigmatisation dans le sport. Selon Lory Ouellette, joueuse de flag football depuis 8 ans, les femmes doivent être mises en avant. « Il faut mettre plus d'accent sur elles, plus les promouvoir,

car les gars vont quand même attirer le monde malgré tout », affirme-t-elle en entrevue pour l'Atelier.

Les modèles féminins

Les modèles féminins jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la stigmatisation des femmes dans le sport. Leur présence démontre que les femmes peuvent exceller dans des disciplines variées, et que tout type de discrimination basée sur le genre est injustifié.

« Si le public est exposé très tôt, très jeune, uniquement à des mo-

dèles masculins, peut-être qu'il sera moins enclin à suivre des femmes par la suite », estime Frank Pons, directeur de l'Observatoire international en management du sport (OIMS), dans un article de La Presse canadienne.

La stigmatisation dans le monde du sport féminin universitaire est un défi persistant. En éduquant et en sensibilisant à l'inclusion à tous les niveaux, il est possible de créer un environnement sportif où chaque athlète a la chance de briller, indépendamment de son genre.



Le chercheur Marilou St-Pierre pense que plus de journalistes devraient couvrir le sport féminin. Gracieuseté de Marilou St-Pierre

Le rugby féminin a la cote

ALICE FOURNIER
L'Atelier

Un avenir prometteur se profile pour le rugby universitaire féminin, comme en témoigne la victoire de l'équipe du Rouge et Or de l'Université Laval lors du championnat canadien USPORTS du 1er au 5 novembre dernier.

Près de 3577 partisans se sont réunis pour soutenir l'équipe féminine de rugby du Rouge et Or de l'Université Laval le mercredi 1er novembre lors du premier match de la finale des championnats canadiens USPORTS.

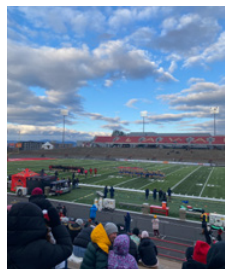
La finale, qui s'est déroulée sur plusieurs jours, a été retransmise en webdiffusion sur Radio-Canada et sur le site officiel USPORTS. La victoire des Québécoises et l'engouement suscité par les matchs ont confirmé la popularité grandissante de ce sport de contact. Selon le directeur général de Rugby Québec, Hugo Montéréal, les filles du Rouge et Or sont une « locomotive » pour les autres équipes universitaires de rugby féminin.

De plus en plus de moyens

Le Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) a lui aussi misé sur cette pratique avec la création le 30 août dernier d'une ligue provinciale de rugby universitaire féminin. Cette ligue, qui regroupe les équipes des universités de Laval, Ottawa, Concordia, Carleton, Montréal, McGill et Bishop's, a offert une saison sportive d'une durée de sept semaines.

Une visibilité grandissante

Plusieurs médias se sont penchés sur cette saison inédite : Radio-Canada, *Le Journal de Québec* et *Le Soleil* ont entre autres écrit à ce sujet. Leurs articles témoignent d'une visibilité médiatique nouvelle. Les équipes féminines collégiales sont quant à elles prêtes à assumer la relève. « Les images qui sont renvoyées pour le futur du rugby féminin universitaire sont très positives », confirme M. Montéréal. « La pratique se porte particulièrement bien en ce moment », ajoute-t-il. Le rugby laisse une porte ouverte pour les autres sports universitaires féminins et insuffle un vent de renouvellement pour leur visibilité.



L'équipe de rugby féminin du Rouge et Or est entraînée par François Vachon-Marceau. Alice Fournier, L'Atelier



Emmanuelle Bronsard, quart-arrière des Citadins, est la joueuse offensive la plus décisive de son équipe. Facebook, Emmanuelle Bronsard

Disparité entre les sexes

La réalité des sports collégiaux et universitaires québécois

RAOUL BLOCH
L'Atelier

Plusieurs étudiantes-athlètes déplorent une différence dans le traitement des équipes sportives féminines par rapport aux équipes masculines du niveau collégial jusqu'à l'université.

Les horaires de séances d'entraînement, les terrains, les entraîneurs, l'équipement, l'aide scolaire, l'accompagnement psychologique : les équipes féminines scolaires ont accès à moins de ressources que les équipes masculines. Laura Gatambira, Emmanuelle Bronsard et Simone Aubé-Legault, des athlètes des niveaux collégiaux et universitaires se confient sur leur réalité.

Laura Gatambira, joueuse de rugby au Cégep de Saint-Hyacinthe en 2021 et en 2022, déplore les conditions d'entraînement de son

équipe durant ces années. « On avait tout le temps des plages ho-

« Tu arrives chez toi un lundi soir, il est déjà minuit »
- Laura Gatambira

raires qui étaient très tard le soir, de 20 h à 22 h, alors que les garçons avaient leurs séances d'entraînement directement après l'école, de 16 h à 18 h », raconte-t-elle. « Tu arrives chez toi un lundi soir, il est déjà minuit », reprend-elle.

Pas de communication

« On n'avait même pas de séances d'entraînement dans la salle de musculation, alors que les équipes masculines, oui », men-

tionne Laura. Elle décrit également une institution très peu à l'écoute de la situation : « Les tentatives de discussion avec la direction ont toujours été difficiles et rarement encouragées [...] Ce n'est pas quelque chose qu'ils voulaient vraiment régler, [la disparité]. »

De son côté, Simone Aubé-Legault, joueuse d'ultimate Frisbee féminin à l'Université de Montréal (UdeM), décrit son expérience sportive au niveau universitaire : « On le voit vraiment à partir du cégep et, à l'université, c'est encore plus flagrant [...] C'est toujours plus dur d'avoir de bonnes heures de séances d'entraînement qui conviennent aux gens. »

Moins de financement

La joueuse de l'UdeM témoigne de la situation précaire de son équipe universitaire, moins consi-

dérée que celle des Carabins. Les joueuses doivent autofinancer la totalité des dépenses associées à l'équipe. En effet, Simone Aubé-Legault affirme connaître plusieurs joueuses qui ont dû arrêter à cause des coûts exorbitants pour participer. « J'en connais deux ou trois pour lesquelles c'était un vrai problème, elles ne pouvaient pas aller à tous les tournois », souligne-t-elle. « Elles se retenaient d'y aller parce que tu dois payer ton déplacement, l'hébergement et le tournoi », ajoute-t-elle.

Pour Emmanuelle Bronsard, joueuse de flag football pour les Citadins, c'est la disparité de financement qui indigné. « On n'a même pas d'autobus pour se rendre à nos matchs, alors qu'eux [les joueurs masculins] ils ont trois autobus voyageurs pour se rendre à Laval », dénonce-t-elle de vive voix.

Des athlètes forcées de s'autofinancer

FLORENCE LAMOUREUX
L'Atelier

Plusieurs joueuses de flag football universitaire dénoncent les injustices en lien avec le financement qu'elles doivent assurer pour toute la durée de leur saison.

Une joueuse de flag football de l'Université de Montréal n'a pas mâché ses mots pour décrire la situation. « C'est une roue sans fin, ils ne veulent pas nous financer parce qu'on n'est pas rentables. Mais on n'est pas télévisés, on n'a

aucune publicité, on n'a pas de financement pour recruter, donc on a de moins bonnes joueuses et ça a des conséquences sur les résultats », révèle-t-elle. « Pensez-vous qu'au cégep, les joueuses qui sortent des bassins ont envie de venir jouer pour l'UdeM ? Non », soutient-elle. La jeune femme souhaite garder l'anonymat par peur de représailles.

Les femmes dans l'ombre

Cette joueuse affirme qu'il est plus rentable pour l'école de fi-

nancer le football parce qu'il est télévisé et que les joueurs sont performants. Mais elles sont victimes d'un cercle vicieux, car elles n'ont pas la possibilité de prouver qu'elles pourraient être rentables.

« Les joueurs de football, il y a même des années qu'ils ne paient pas leurs saisons complètes, ils vont se faire recruter. Nous, on vend des biscuits pour payer nos vêtements », explique une seconde joueuse. La situation est similaire à l'Université Laval.

Roseline House, originaire de

Québec, confirme les difficultés des athlètes féminines à s'autofinancer. « Pour que les athlètes puissent participer à un coût plus raisonnable de 600 \$ par année, elles doivent participer à des événements de financement organisés par notre équipe », explique-t-elle.

Les joueuses doivent par exemple travailler à la cantine lors d'événements sportifs ou encore assurer la mise en place du terrain avant une partie. « Sans ce financement, l'équipe n'aurait pas pu avoir de saison », conclut-elle.



Les accusés ont finalement tous admis avoir été impliqués dans le réseau de trafic de stupéfiants. Marc Bruxelles - iStock

Quatre trafiquants du Plateau plaident coupables

WILLIAM GEMME
L'Atelier

Un important réseau de trafic de cocaïne et de méthamphétamine qui opérait sur Le Plateau-Mont-Royal a été démantelé mardi. Quatre accusés ont plaidé coupables au palais de justice de Montréal.

Le quatuor, formé d'Alexandre Desgagné, Samuel Fagnant, Jonathan Papillon et Melyssa Paquet Dugas, âgés de 28 à 36 ans, avait été impliqué dans des activités de trafic de drogue au début de la pandémie, plus précisément de mars à juin 2020.

La police soupçonnait que le groupe avait des liens avec les Hells Angels. Les policiers avaient également découvert que ces trafiquants

étaient capables de distribuer des quantités très importantes de

La police est tombée sur 20 kg de cocaïne d'une valeur de 1,4 million de dollars et 218 000 comprimés de méthamphétamine

drogue, comme en témoignent les quantités saisies lors d'une série de perquisitions.

Des quantités ahurissantes de drogue

Lors d'une saisie policière, des quantités de 20 kg de cocaïne d'une

valeur de 1,4 million de dollars et 218 000 comprimés de méthamphétamines ont été trouvées.

L'enquête concernait la distribution de cocaïne sur le Plateau-Mont-Royal à Montréal, mais aussi l'approvisionnement en kilogrammes de cocaïne des organisations criminelles de la région métropolitaine et de l'est du Québec.

En faisant son bilan de l'opération Renouveau, la police de Montréal a affirmé avoir mené un total de 11 arrestations et saisi « deux armes à feu, d'autres armes prohibées, des munitions de différents calibres et des gilets pare-balles, de même que près de 800 000 \$ en argent comptant ».

Il apparaît que l'enquête a été ouverte à la suite d'informations fournies par une source policière.

Des opérations de surveillance ont donc été menées, dont une en Chaudière-Appalaches, où les policiers ont été témoin d'une transaction de drogue. Par la suite, une autre perquisition a été effectuée, aboutissant à la confiscation de 2 kg de cocaïne ainsi que de 40 000 comprimés de méthamphétamine.

Au lieu d'être jugés en janvier comme prévu initialement, les accusés ont finalement avoué être impliqués dans le réseau de trafic. Sur recommandations des parties, il est proposé que les accusés soient condamnés à une peine d'emprisonnement variant entre 1 et 5 ans.

Toutefois, compte tenu des questions qui demeurent en suspens, les sentences devraient être prononcées par le juge Jean-Jacques Gagné le 29 janvier prochain.

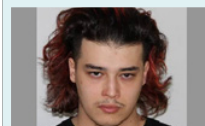
Arrestation pour le meurtre d'une fillette en 1994

Réal Courtemanche, homme de 61 ans suspecté d'avoir commis le meurtre de Marie-Chantale Desjardins il y a plus de 30 ans, a été arrêté par les enquêteurs de la Division des disparitions et des dossiers non résolus de la Sûreté du Québec mardi. Il comparaitra dans les prochains jours et est formellement accusé de meurtre au premier degré. Le 16 juillet 1994, en partant à bicyclette au domicile d'une amie dans la municipalité de Sainte-Thérèse, Marie-Chantale Desjardins, 10 ans, disparaissait. Son corps avait été retrouvé quelques jours plus tard à Rosemère, mais le meurtrier n'avait jamais été identifié. *N.L.*

CÔTE-DES-NEIGES

Un mineur reconnu coupable de meurtre

Un jeune homme qui a poignardé à mort son camarade de classe alors qu'ils étaient tous les deux âgés de 16 ans a été reconnu coupable de meurtre au deuxième degré. Le verdict est tombé mardi, au palais de justice de Montréal, après moins de quatre jours de délibération. L'accusé, dont l'identité ne peut être divulguée puisqu'il était mineur au moment des faits, a tué Janina Dopwell-Bailey à leur sortie d'école le 18 octobre 2021. Le procureur de la Couronne M^e Simon Robin demandera l'assujettissement à une peine pour adulte. *A.F.*



Un enlèvement qui serait lié au crime organisé

Un homme de 20 ans, Abdelah Affane, a été enlevé et sauvagement agressé lundi soir. Cet homme, qui serait affilié à un gang de rue de Saint-Léonard, aurait été capturé avant d'être battu et ligoté par des individus qui demeurent inconnus des policiers. Pour tenter de sauver sa vie, il s'est jeté hors du véhicule en mouvement dans le tunnel Ville-Marie. Il serait hors de danger. Une enquête a été ouverte. *FL.*

Un prof de moralité épinglé après 40 ans

LOUIS PETITJEAN
L'Atelier

Un ancien professeur coupable de « grossière indécence et d'incitations à des contacts sexuels » devrait écoper de 24 à 30 mois de prison, selon ce qu'a demandé la Couronne mardi au palais de justice de Montréal.

Robert Charpentier, 76 ans, ancien professeur de moralité et de religion dans une école privée, fait face à des accusations pour des événements qui se sont déroulés

dans les années 1980 et 1990.

La douleur du silence

La séance de mardi a été l'occasion pour deux victimes de M. Charpentier de s'exprimer face à la cour présidée par la juge Guylaine Rivest. L'une d'entre elles a déclaré avoir pris du temps à témoigner contre son ancien professeur parce qu'elle avait « peur de ne pas être crue ». L'autre victime a « eu du mal à mettre les mots » sur les impacts qu'ont eus sur elle les actes de Robert Charpentier, avant

d'encourager les autres victimes « à parler sans avoir peur ». Pendant les témoignages, l'accusé n'a pas bronché, lui qui nie toujours les accusations dont il est la cible.

Aucun remords

En plus de nier les faits, Robert Charpentier n'a pas aidé sa cause. En effet, lors de sa plaidoirie, l'avocate de la Couronne, M^e Anna Levin, a déclaré que l'accusé « donne l'impression de blâmer ses victimes ». De plus, M^e Levin a affirmé que M. Charpentier « n'a

pas été honnête sur sa sexualité » en faisant référence aux deux évaluations sexuelles faites sur le septuagénaire. La Couronne réclame entre 24 et 30 mois de prison et justifie cette demande par plusieurs « facteurs aggravants », notamment le fait qu'il y ait deux victimes ou encore l'impact que les actes de Robert Charpentier ont eu sur ses victimes.

L'affaire reprendra au palais de justice de Montréal en janvier avec la présentation de la plaidoirie de la défense.

CANADA

Croissance de l'actif international

La position d'actif net étranger du Canada affiche une légère hausse de 5,5 milliards de dollars comparativement au trimestre dernier, pour atteindre 1382,4 milliards de dollars, selon le bilan des investissements internationaux publié par Statistique Canada. Le pays a d'ailleurs enregistré de fortes augmentations de ses actifs au cours de trois trimestres consécutifs, ce qui offre au Canada une position favorable sur la scène internationale. La valeur des investissements directs canadiens à l'étranger était supérieure de 53,9 % à la valeur des investissements directs étrangers au pays. *LB*

Nouvelle monnaie à l'effigie du roi

La Monnaie royale canadienne a invité mardi les habitants d'Ottawa à venir échanger leurs pièces de monnaie contre les premiers exemplaires arborant le portrait du nouveau roi Charles III. Chaque personne qui s'est présentée à la boutique de la monnaie royale canadienne d'Ottawa a reçu l'un des 4000 lots disponibles. Les lots étaient d'une valeur de 3,40 \$ chacun et comprenaient un exemplaire de chaque pièce de monnaie en circulation (2 \$, 1 \$, 25 cents, 10 cents et 5 cents). Le portrait du roi qui a été frappé sur la pièce a été présenté lors du 75^e anniversaire du chef souverain, le 14 novembre dernier. *LP*

L'ATELIER

Cheffe de nouvelles : Maylis Roumy

Chef de pupitre : Raoul Bloch

Pupitres : Lyna Basta, Florence Champagne-Hamel, Florence Lamoureux, Florence Provencher et Laurie St-Georges

Photographe : Alexane Taillon-Thiffault

Correctrices : Megan Foy et Noémie Laplante

Journalistes : Flavie Boivin-Côté, Bettie Desjardins, Laurie Doré, Alice Fournier, Ariane Fournier, William Gemme, Olivier Guillet, Grégory Hamel, Louise Petit, Louis Petitjean, Oleksii Pivtorak et Antoine Quesnel

Merci à : Richard Bousquet, Christine Dumazet, Maude Goyer, Florent Maiorana et Malika Alaoui

Année difficile pour l'érable

L'acériculture est victime de la météo capricieuse de 2023

ALICE FOURNIER

L'Atelier

La production de sirop d'érable a chuté de 41,3 % au Québec en 2023. La province a chiffré sa récolte de sirop d'érable à 9,4 millions de gallons cette année, le niveau le plus bas depuis 2018.

Le rapport de Statistique Canada paru mardi révèle que les mauvaises conditions météorologiques connues en 2023 seraient à l'origine de cette baisse.

La tempête de verglas qui a frappé le Québec au printemps dernier a causé des pertes importantes pour les producteurs acéricoles de la province.

Le recul a aussi été subi par d'autres provinces acéricoles du Canada. L'Ontario et le Nouveau-Brunswick témoignent d'une baisse de production respective de 14,9 % et 35 %, pour les mêmes raisons climatiques.

Bilan décevant

De manière générale, les producteurs canadiens de sirop d'érable ont récolté 10,4 millions de gallons de cette denrée, soit une quantité en baisse de 40,1 % en comparaison de la production de 2022. En Ontario, la prolongation de la saison froide au Nord est la cause principale des pertes alors que le Sud annonçait de bonnes récoltes.

L'exportation du sirop d'érable a baissé par conséquent. Au début de l'année 2023, les producteurs canadiens ont exporté un total de 7,7 millions de gallons de produits de l'érable. Un chiffre en baisse de



Les produits acéricoles viennent de l'ébullition de la sève d'érable. Diapicard, Pixabay

8,7 % comparé à celui de 2022 à la même période. Le Québec, la première province productrice, fournit près de 70 % de la production mondiale. Cette année, la récolte mitigée n'indique pas que les résultats suivront la même ligne directrice que l'année passée, alors que le secteur acéricole québécois était en pleine croissance.

Coup d'avance

En prévision d'une saison moins bonne que les précédentes, l'organisation qui représente les Producteurs et les Productrices acéricoles du Québec et le Conseil de l'industrie de l'érable ont mis

en place en février 2023 une nouvelle convention. Celle-ci expose de nouvelles réglementations quant à la mise en marché du sirop d'érable pour les récoltes de 2023 et 2024.

Le point principal de cette convention comprend l'augmentation du tarif pour les catégories de sirop d'érable. En 2023, celui-ci augmenterait de 20 cents le livre. En 2024, il augmenterait de 9 cents, en plus de la hausse de l'année précédente.

Le but de cette convention est de ne pas faire subir aux producteurs québécois de trop grands préjudices étant donné que les ré-

coltes s'annoncent difficiles. La convention avait vu juste pour 2023 et prévoit d'aider encore les acériculteurs de la province pour une année de plus.

Reste du Canada

Le secteur de l'acériculture utilise depuis peu des technologies qui lui ont permis de pallier quelque peu les pertes subies en 2023. Malgré tout, les producteurs surveillent de près l'évolution de la situation. Si l'année a été difficile, ce n'est pas le cas des croissance dans la production des produits de l'érable.

Une première étude sur les inégalités de revenus au Canada

La recherche analyse les disparités au sein du pays et entre les provinces

ARIANE FOURNIER

L'Atelier

Les inégalités de revenus au Canada ont augmenté de façon marquée de 1982 jusqu'au milieu des années 2000. C'est ce que révèle une nouvelle étude de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke, réalisée en collaboration avec le Laboratoire des inégalités mondiales.

Une méthode novatrice

L'étude s'intéresse à la distribution de la totalité du revenu national au Canada ainsi que dans les provinces pour la période de 1982 à 2021. L'équipe de quatre chercheurs et chercheuses a opté pour la méthodologie des comptes nationaux, mieux connue sous son acronyme anglais « DINA », pour examiner des données de comptes nationaux et des données d'enquête. Selon l'équipe de recherche, la méthode DINA, qui prend en

compte non seulement les revenus personnels des Canadiens, mais aussi les revenus du capital non distribués qui sont conservés dans leurs entreprises, serait plus précise que les chiffres diffusés par Statistique Canada. Ces derniers ne prennent pas la seconde com-

« Le revenu des 50 % les plus pauvres a stagné, mais celui du 0,01 % des plus riches a quadruplé » - François Delorme

posante en considération et ont ainsi « tendance à sous-estimer les inégalités de revenus ».

« La grande conclusion que l'on peut tirer de ces résultats, lorsqu'on compare les données avant impôt, c'est que les inégalités de revenus au Canada ont augmen-

té de manière significative de 1982 jusqu'au milieu des années 2000 », explique François Delorme, un des auteurs de l'étude. En effet, de 1982 à 2000, le revenu réel des 50 % des Canadiens les plus pauvres a stagné, tandis que celui du 0,01 % le plus riche a quadruplé dans la même période.

Vers une certaine stabilité

Depuis le milieu des années 2000, les inégalités de revenus ont légèrement diminué, même si elles restent nettement supérieures aux niveaux observés au début des années 1980. Parmi les provinces canadiennes, l'Ontario a toujours connu des inégalités plus importantes que le Québec, même si l'écart s'est réduit au cours des dernières années. Cela dit, le Québec possède le système d'imposition et de transfert le plus progressif des six sous-régions analysées. Les inégalités ont diminué pendant la pandémie, grâce à d'importants programmes temporaires.

COVID-19

Le tourisme canadien renaît de ses cendres

ALICE FOURNIER

L'Atelier

Le secteur du tourisme au Canada s'est relevé de la pandémie de COVID-19. Selon le rapport *Perspectives touristiques : Ouvrir des portes pour le secteur* publié par Destination Canada mardi, les recettes touristiques totales pour l'année 2023 devraient atteindre 109,5 milliards de dollars, dépassant celles de 2019, qui s'élevaient à 105 milliards de dollars.

Le rapport évalue le potentiel de croissance du secteur du tourisme canadien à 160 milliards de dollars d'ici 2030, à condition « de faire évoluer la demande ». Destination Canada estime qu'un tel développement se traduirait par une augmentation de 14 % du PIB attribuable au tourisme et permettrait la création de 84 000 nouveaux emplois.



Les habitants de la bande de Gaza vivent « l'enfer sur terre » en raison des bombardements israéliens, selon l'ONU. Mohamed Abed, AFP

L'ONU demande à nouveau un cessez-le-feu à Gaza

La bande de Gaza est devenue un véritable « enfer sur terre »

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

La demande pour « un cessez-le-feu humanitaire immédiat » dans la bande de Gaza a été adoptée à la majorité par l'Assemblée générale de l'ONU, mardi.

La résolution non contraignante a été adoptée par 153 voix pour, 10 contre (dont Israël et les États-Unis) et 23 abstentions sur 193 États membres.

Un « message puissant » a été envoyé par l'Assemblée générale, selon l'ambassadeur palestinien à l'ONU, Riyad Mansour. Une demande similaire était passée sous le veto des États-Unis, fervent al-

lié d'Israël, samedi dernier.

« Pourquoi est-il si difficile de dire sans équivoque que tuer des bébés est horrible? »
- Linda. T-Greenfield

« L'enfer sur terre »

« Pourquoi est-il si difficile de dire sans équivoque que tuer des bébés et abattre des parents devant leurs enfants est horrible? »,

a demandé l'ambassadrice américaine Linda Thomas-Greenfield à l'assemblée.

Selon l'ONU le 23 novembre dernier, plus de 18 000 personnes, dont plus de 7 000 enfants, ont été tués dans la bande de Gaza devenu « l'enfer sur terre », en raison des bombardements incessants d'Israël depuis le 7 octobre.

Israël aurait largué plus 40 000 tonnes d'explosifs sur le territoire enclavé mesurant 365 kilomètres carrés, soit une centaine de moins que Montréal, selon les derniers renseignements des autorités palestiniennes.

Joe Biden a, pour sa part, avverti son homologue israélien, Ben-

jamin Néanyahu, de « l'érosion » de l'opinion publique à son égard, en raison de ses attaques « aveugles » dans la bande de Gaza.

Israël fustige

Israël et les États-Unis se sont indignés du rejet de l'amendement à la résolution qu'ils avaient proposé, condamnant les « attaques terroristes abominables du Hamas » sur Israël.

« Le temps est venu de rejeter la faute sur ceux qui le méritent, les monstres du Hamas », a déclaré l'ambassadeur d'Israël, Guilad Menache Erdan, à l'ONU.

Avec l'Agence France-Presse

Une participation « sans précédent »

Troisième mandat quasi assuré pour Abdel Fattah al-Sissi à l'élection présidentielle en Égypte

ANTOINE QUESNEL
L'Atelier

L'élection présidentielle en Égypte tire à sa fin : le décompte des bulletins a débuté mardi soir après trois jours de vote, annonçant un troisième mandat presque garanti au président sortant, Abdel Fattah al-Sissi.

Deux candidats de l'opposition qui ont tenté de se présenter ont été arrêtés en septembre pour

avoir « propagé de fausses informations ». L'un d'entre eux attend son procès à l'heure actuelle, tandis que l'autre est déjà en prison.

Selon l'Egyptian Initiative for Personal Rights (Initiative égyptienne pour les droits de la personne), il s'agirait d'une stratégie utilisée très libéralement par le parti au pouvoir pour se défaire de toutes oppositions sérieuses.

Al-Sissi avait trois autres opposants, aux candidatures et aux

partis peu connus : Farid Zahran d'un parti de gauche, Abdel-Samad Yamama du parti centenaire Wafd, désormais marginal, ainsi que Hazem Omar du Parti populaire républicain.

Dix ans de pouvoir

Quelque 67 millions d'Égyptiens sur une population de 106 millions sont passés aux urnes dans les trois derniers jours, ce qui marque une « participation sans précé-

dent » selon la commission électorale nationale.

Les bureaux de vote ont fermé à 21 h (19 h GMT) mardi soir, et les résultats officiels sont attendus pour le 18 décembre.

Abdel Fattah al-Sissi est au pouvoir depuis 2013. Il termine son deuxième mandat après avoir été réélu en 2018, alors qu'il avait remporté l'élection avec 96 % des votes.

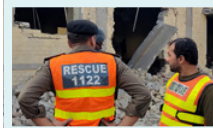
Avec l'Agence France-Presse

Expulsion d'étudiants ouzbeks de Corée du Sud

La police sud-coréenne a annoncé mardi avoir ouvert une enquête après la parution d'informations de presse, selon lesquelles une vingtaine d'étudiants originaires d'Ouzbékistan auraient été conduits de force par leur université à l'aéroport et expulsés vers leur pays. Ces étudiants de l'Université d'Hanshin, au sud de Séoul, ont été entassés dans un bus le 27 novembre et se sont fait confisquer leurs téléphones sans savoir où ils se rendaient. Ils ont appris en route pour l'aéroport qu'ils devaient retourner dans leur pays, car ils « ne remplissaient pas les conditions de séjour » selon l'agence sud-coréenne Yonhap. AFP, LP

Les difficultés économiques en Chine persistent

La Chine éprouve encore des « difficultés » pour relancer son activité économique. C'est ce qu'ont estimé les plus hauts dirigeants du Parti communiste (PCC) cette semaine lors d'une grande réunion, a annoncé mardi un média d'État. La reprise économique post-COVID-19 du début de l'année a été tumultueuse. Le manque de confiance des Chinois en l'avenir qui pèse sur la consommation ainsi que le chômage élevé chez les jeunes ont été des obstacles. Les principaux dirigeants du PCC affirment tout de même que « dans l'ensemble, les conditions favorables l'emportent sur les facteurs défavorables ». AFP, ATT



PAKISTAN

Attentat contre l'armée

Au moins 23 soldats ont été tués mardi dans un attentat au véhicule piégé contre un bâtiment militaire, revendiqué par un groupe affilié aux talibans pakistanais, dans le nord-ouest du Pakistan. Dans un communiqué, l'armée pakistanaise a indiqué « qu'une tentative de pénétrer dans le bâtiment a été déjouée, ce qui a forcé les terroristes à faire usage d'un véhicule conduit par un kamikaze, suivi par un attentat-suicide ». AFP, LP

ANGLETERRE

Environnement ou immigration

Le secrétaire d'État britannique au Climat, Graham Stuart, a quitté la COP28 pour voter mardi sur le projet de loi du gouvernement de Rishi Sunak visant à expulser des clandestins au Rwanda, s'attirant de sévères critiques d'ONG. Graham Stuart « retournera à la COP », a déclaré le porte-parole du premier ministre, Rishi Sunak. Il est « rentré au Royaume-Uni pour être présent au Parlement dans son rôle de député », a-t-il déclaré. La Chambre des communes devait voter mardi soir sur le projet visant à expulser des migrants clandestins vers le Rwanda, mesure phare et controversée de la politique du gouvernement conservateur en matière d'immigration. AFP, LP

MONTÉNÉGR

Prolongement de peine pour Do Kwon

Un tribunal monténégrin a prolongé mardi de deux mois la détention de Do Kwon, fondateur sud-coréen de la cryptomonnaie Terra. Il est recherché par les États-Unis et la Corée du Sud. Son extradition a été autorisée fin novembre par la justice locale. Il a été condamné pour falsification de documents, car il était en possession d'un faux passeport. Washington et Séoul réclament tous deux cet entrepreneur pour son rôle dans l'effondrement de son entreprise Terraform en 2022, qui a fait perdre environ 40 milliards de dollars aux investisseurs. On ignore encore vers quel pays il sera extradé. AFP, LP



Les rebelles houthis en soutien à Gaza

Les rebelles houthis du Yémen ont revendiqué mardi un tir de missile en mer Rouge qui a touché la veille un pétrolier norvégien, affirmant agir en solidarité avec Gaza. Ils avaient menacé samedi d'attaquer tout navire dans la mer Rouge se dirigeant vers Israël si la population palestinienne ne recevait pas une aide d'urgence. Un incendie s'est déclaré à bord du pétrolier, mais n'a fait aucune victime. AFP, LP

Milei doit tenir ses promesses

L'Argentine est encore dans le flou face aux mesures évoquées

ALICE FOURNIER

L'Atelier

Le peuple argentin attend impatientement que le président qu'il a élu redore l'image et la crédibilité de sa nation.

« Nous sommes tous dans l'attente des mesures qui vont être annoncées », révèle Livia Magnani, réalisatrice et metteuse en scène originaire de la ville de Córdoba, en Argentine. « Le monde nous regarde différemment maintenant », ajoute celle qui habite désormais à Montréal.

Pour les Argentins qui vivent au pays comme pour ceux d'ailleurs dans le monde, l'investiture du nouveau président ultralibéral, Javier Milei, est synonyme de changements considérables. Selon Mme Magnani, il faut faire la différence entre être d'accord ou non avec ce que représente le nouveau chef d'État et les transformations dont l'Argentine a besoin.

« Ce qui risque d'être difficile, c'est que les Argentins vont devoir prendre conscience que les changements prennent du temps », estime toujours Mme Magnani. Si la personnalité du président Javier Milei détonne sur la scène internationale, il n'en demeure pas moins que beaucoup la considèrent comme nécessaire dans le contexte actuel.

Secteurs visés

D'après les annonces des deux dernières semaines depuis l'élection de Javier Milei, les premières mesures que le gouvernement souhaite mettre en place toucheraient



Le cours du peso souhaité serait de 600 à 650 pesos pour un dollar. Luis Robayo, Agence France-Presse

différents secteurs. Des coupes sont à envisager dans les subventions que reçoivent les transports et l'énergie. La Banque centrale ne serait pas épargnée avec ses émissions monétaires réduites également. Malgré ce qui semble être des mesures inédites, le gouvernement a tenu à rassurer sa population en promettant de « mettre en valeur l'employé public ».

Partir de loin

La gauche qui a dominé le pouvoir en Argentine pendant près de 12 ans depuis 2003 a souvent

été critiquée pour sa gestion des emplois dans le secteur public. La priorité du gouvernement en place sera d'inverser la tendance et de réduire le déficit budgétaire. Javier Milei a affirmé ne plus vouloir dépenser l'argent que le pays n'a pas.

À quel prix

Le pays d'Amérique latine se prépare à des changements ayant connu une inflation à 143 % l'année passée. Le président entrant promet un « choc » d'austérité et tient en haleine les Argentins et la communauté internationale.

« Le discours du président est en phase avec la situation actuelle », juge Livia Magnani. Pour elle, il est clair que le changement est nécessaire d'un point de vue économique, sécuritaire et de santé pour atténuer le décalage que l'Argentine connaît depuis plusieurs années face au reste du monde.

Alors que les habitants attendent encore le discours du ministre de l'Économie, Luis Caputo, l'heure est aux interrogations quant à la manière d'appliquer les mesures.

Avec l'Agence France-Presse

Unis pour la libération des prisonniers arméniens

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ

L'Atelier

Lauréats de prix Nobel, chefs d'entreprises et anciens chefs d'État signaient mardi une lettre ouverte demandant la libération des prisonniers arméniens détenus par Bakou dans la région du Haut-Karabakh. Ces détentions illégales font suite à l'invasion et à la prise de contrôle du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan en septembre dernier.

Parmi les détenus figurent huit prisonniers politiques arméniens qui sont par ailleurs d'anciens dirigeants du gouvernement du Haut-Karabakh. Une douzaine d'autres personnes sont également toujours en détention.

Plusieurs personnalités influentes de l'occident s'unissent pour illustrer leur préoccupation quant aux conditions et au traitement de ces prisonniers. Dans le contexte actuel, c'est un véritable cri du cœur au nom des droits de la personne que les grands du monde occidental lancent à l'unisson.

Noubar Afeyan, l'un des signataires et fondateurs de l'initiative humanitaire Aurora, a dit à l'Agence France-Presse : « Les violations des droits de l'homme constatées à la suite du conflit du Haut-Karabakh exigent une attention et une action urgentes. »

« Tous les habitants du Haut-Karabakh ont le droit de vivre dans la paix et la sécurité » - Paul Polman

Pouvoir positif

Paul Polman, vice-président du Pacte mondial des Nations Unies et ancien PDG d'Unilever, a lui aussi tenu à condamner publiquement les actions de l'Azerbaïdjan tout en rappelant que le pays compte présenter sa candidature comme pays hôte de la COP29.

« Tous les habitants du Haut-Karabakh ont le droit de vivre dans

la paix et la sécurité, et de disposer de la liberté de se déplacer sans entrave ni restriction ou avec le spectre menaçant d'un traitement inhumain. Compte tenu de la candidature de l'Azerbaïdjan pour accueillir la COP29 en 2024, j'espère sincèrement que les Nations Unies ne donneront leur accord que si Bakou libère tous ces prisonniers. »

M. Polman est l'un des signataires de la lettre, aux côtés d'anciens chefs d'État tels qu'Ernesto Zedillo, ancien président du Mexique, Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande, Oscar Arias, ancien président du Costa Rica et lauréat du prix Nobel de la paix.

Leur appel unifié illustre avec force que les dirigeants politiques du monde entier suivent de près l'évolution de la situation en Azerbaïdjan et appellent à la libération des détenus.

Comme l'affirme la lettre ouverte publiée mardi, la détention de prisonniers arméniens constitue une violation flagrante des normes internationales.

UKRAINE

Un soutien qui n'est pas garanti

ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT

L'Atelier

Rien n'est assuré pour l'Ukraine. Les États-Unis sont divisés sur le renouvellement de leur soutien au pays à la suite d'une rencontre entre Volodymyr Zelensky et Joe Biden à la Maison-Blanche, mardi.

Le président des États-Unis soutient que le Congrès devrait « adopter une rallonge pour l'Ukraine [...] avant qu'il n'offre à Poutine le plus beau cadeau de Noël qui soit ». Les sénateurs républicains ne semblent pas être d'accord, plusieurs d'entre eux étant sceptiques à l'idée d'octroyer une nouvelle aide militaire à Kyiv.

« Ce sont des milliards de dollars supplémentaires sans supervision adéquate, sans réelle stratégie de victoire », a souligné le patron de la Chambre américaine des représentants, Mike Johnson.

Avec l'Agence France-Presse

L'art sensoriel en action

BETTIE DESJARDINS
L'Atelier

Vidéos présentées en simultané, jeux de lumière, musique, narration... L'art du mouvement est honoré dans l'exposition *Phase Shifting Index*.

Le spectateur est plongé dans l'univers de l'artiste Jeremy Shaw, qui propose une expérience multisensorielle. En entrant dans la salle de l'exposition, il est difficile de distinguer l'audio des différentes vidéos qui jouent en même temps. Le son des divers documentaires se mélange pour créer une seule trame sonore cacophonique. Il est possible d'écouter chaque documentaire individuellement ou de regarder toutes les vidéos en même temps, ce qui permet de créer une multitude d'expériences différentes.

Regard rétroactif

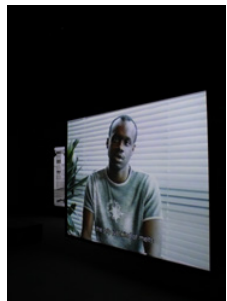
La nouvelle exposition de l'artiste Jeremy Shaw, présentée par le Musée d'art contemporain de Montréal, est un parfait mélange entre l'art et le documentaire. Jeremy Shaw, né à Vancouver en 1977, est maintenant établi à Berlin, en Allemagne. Il utilise comme moyen d'expression principal le multimédia, avec un intérêt prononcé pour la vidéo.

L'exposition *Phase Shifting Index* est composée de sept écrans qui présentent différentes vidéos immersives d'archives des années 1960 à 1990. Il est facile de différencier les différentes époques grâce à la façon dont les images ont été filmées.

Chaque écran présente un documentaire sur un sous-groupe en particulier qui pratique une sorte de thérapie par le mouvement. Parmi ces groupes d'individus, plusieurs s'intéressent à la danse et d'autres à la méditation.

Toutes les vidéos sont accompagnées d'une trame sonore originale ainsi que d'une narration. Le but de l'artiste est de donner une vision rétroactive depuis l'avenir. C'est pourquoi sa narration est faite de façon rétrospective.

L'exposition *Phase Shifting Index* est présentée jusqu'au 25 février 2024 à la Fonderie Darling.



Phase Shifting Index est la nouvelle exposition de l'artiste canadien Jeremy Shaw. Alexane Taillon-Thiffault, L'Atelier



L'œuvre est inspirée de la collection du Musée d'art populaire du théâtre d'ombres chinoises de Minhong. Gracieuseté d'OASIS Immersion

Rêver l'Asie, voyage confus

Une exposition immersive décousue

NOÉMIE LAPLANTE
L'Atelier

Avec *Rêver l'Asie*, OASIS Immersion présente une expérience plus achevée qu'au début de sa création, sans toutefois réussir à révolutionner le concept.

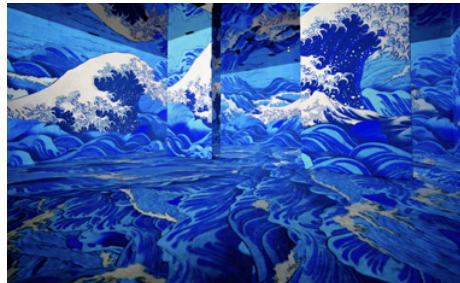
La formule de l'art immersif limite la créativité que les artistes se permettent d'avoir. Malgré les projections sur les murs, les sons ambiants, la trame sonore et les capteurs de mouvement, OASIS Immersion peine à véritablement transporter ses spectateurs dans un nouvel univers.

L'exposition, développée autour de trois expériences immersives, a été conçue en collaboration avec le studio français d'art numérique de renommée internationale Danny Rose.

Trois expositions en une

L'exposition invite ses visiteurs à déambuler entre trois grandes pièces illuminées. La première salle s'ouvre sur l'œuvre *La Fête de Qingming au bord de la rivière* surnommée la « Mona Lisa chinoise ». Illustrant les paysages ruraux de la Chine au début du millénaire, l'œuvre contient des renseignements précieux sur le commerce, l'artisanat et la culture chinoise.

OASIS Immersion plonge le spectateur dans cet univers pendant un instant. Toutefois, le résultat final est chaotique à cause des mouvements permanents. Les morceaux de l'œuvre projetés sur les parois de la pièce ne permettent pas aux visiteurs de la comprendre.



Ukiyo-e, le mouvement artistique dont cette œuvre est inspirée, signifie « images du monde flottant ». Gracieuseté d'OASIS Immersion

Dans la deuxième salle, des marionnettes de Pi ying, le théâtre d'ombres chinoises, ornent les murs. Inscrit au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, le Pi ying est un pilier de la culture traditionnelle chinoise.

Encore une fois, le monde du Pi ying tente de raconter une histoire avec difficulté. Les projections s'enchaînent rapidement et manquent d'un fil conducteur pour permettre aux visiteurs d'assimiler l'histoire.

Les mouvements des marionnettistes amènent toutefois une belle authenticité à l'expérience virtuelle.

Une finale remarquable

Dans la dernière salle, au son de *La mer* par Debussy, des références à la culture japonaise, comme les geishas et les samourais, sont projetées. Grâce à des capteurs de mouvement, les projections sur le sol bougent en ré-

action aux mouvements des spectateurs. Cette troisième pièce est sans doute la plus réussie.

Selon l'équipe de Transversal, qui a travaillé sur un segment de cette salle, « l'idée était de renforcer le sentiment de connexion des spectateurs avec le récit, mais aussi d'avoir le bon dosage pour s'assurer que le message et l'expérience soient partagés ».

L'une des particularités importantes de cette salle est l'utilisation d'images d'estampes qui a demandé un travail particulièrement soigné à l'équipe de Transversal pour qui il était « important de ne pas dénaturer [le matériel source] ».

Annie Robitaille, membre de Transversal, souligne également l'ampleur du travail effectué par les artistes pour rendre l'art immersif plus « humain que virtuel ». L'exposition se conclut par des projections de lanternes japonaises. En tant que spectateur, il s'agit d'un moment pour revenir

à la réalité en douceur et s'imprégner de la richesse culturelle de l'exposition.

Entre progrès et innovation

Depuis sa création, il y a trois ans, OASIS Immersion a essayé d'explorer de nouveaux horizons. *Rêver l'Asie* est un bon exemple de ce propos. Bien que l'art immersif n'en soit encore qu'à ses débuts, comme Denis Lavigne, président, directeur de la création et cofondateur d'OASIS le souligne, OASIS Immersion témoigne du travail rigoureux d'artistes qui continuent d'innover.

« D'expo en expo, on essaie vraiment d'explorer de nouveaux territoires et de surprendre les gens, mais toujours d'arriver avec des concepts d'exposition qui sont lumineux et inspirants, puis qui nous amènent à un nouveau regard sur un sujet ou sur une situation », affirme M. Lavigne.

OASIS Immersion voyage

Avec ses dernières expositions, OASIS Immersion tente évidemment de créer « un meilleur équilibre ». *Rêver l'Asie* est marquée par l'ajout d'affiches informatives. C'est un aspect que le directeur souhaite continuer de développer, « surtout pour des sujets comme ça qui se prêtent bien à cela », ajoute-t-il.

L'expérience *Rêver l'Asie* ouvre ses portes mercredi au Palais des congrès de Montréal. L'exposition *Rechargé* est aussi lancée à Paris mercredi : il s'agit d'une première à l'international pour OASIS Immersion.

L'animatrice Alix Dufresne interviewe Molière dans le cadre du talk-show québécois *Aujourd'hui ce soir*. Valérie Remise

Le théâtre écorché dans *Aujourd'hui ce soir*

La pièce déconstruit le milieu culturel d'ici avec finesse

ARIANE FOURNIER
L'Atelier

À la fois une satire et un bien-cuit, *Aujourd'hui ce soir* était présenté au Centre du Théâtre d'Aujourd'hui (CTDA) pour la première fois mardi soir. Auteurs, metteurs en scène, comédiens, directeurs... personne n'échappe à la critique dans ce spectacle aussi drôle qu'éclaté.

Aujourd'hui ce soir, c'est le nom d'un talk-show imaginé et animé par Alix Dufresne, qui a eu carte blanche pour sa deuxième création avec le CTDA. Son émission se veut une revue de l'année « de tout ce qui s'est fait sur nos scènes

en théâtre ». Ses trois collaborateurs, Ève Landry, Debbie Lynch-White et Olivier Morin, qui jouent tantôt des personnages, tantôt leur propre rôle, sont d'une complicité désarmante dans des numéros tous plus drôles les uns que les autres.

Une mise en scène intime

Avec ses dimensions réduites et ses décors modestes, la salle Michelle-Rossignol donne l'impression d'être complètement immergée dans l'action. La simplicité de l'espace permet une grande variété de configurations, tant sur scène que dans le public, car les artistes occupent tous les angles de la salle. D'entrée de jeu, Dufresne profite

de cette structure pour s'improviser en Guy A. Lepage, serrant les

Les collaborateurs sont d'une complicité désarmante dans des numéros tous plus drôles les uns que les autres

maîns de son public, qui est carrément sur scène avec elle.

Une fête de famille

Les habits et perruques ridicules

des comédiens, qui ont l'air tout droit sortis d'un bac à costumes, contribuent à créer une ambiance de fête familiale où tout le monde est invité à lâcher son fou. Parmi les invités du talk-show, Jean-Baptiste Poquelin fait la promotion de son nouveau balado, Molière est en colère, un faux spectateur présente un kit de survie aux spectacles trop longs, et, faute de chroniqueur culturel, une influenceuse fait la critique de *La nuit des rois* présentée au Théâtre du Nouveau Monde. Entre sketches, numéros musicaux et improvisations, *Aujourd'hui ce soir* écorche la communauté théâtrale, mais se veut, au fond, une grande lettre d'amour à la scène.

Décès du réalisateur Alain Chartrand

BETTIE DESJARDINS
L'Atelier

Le réalisateur, cinéaste et producteur Alain Chartrand s'est éteint lundi soir à l'âge de 77 ans.

C'est son frère, Dominique Chartrand, qui a annoncé le décès du réalisateur sur les réseaux sociaux. Celui-ci a expliqué qu'Alain regrettait de ne pas avoir eu le temps de tourner une dernière œuvre.

« Mon frère Alain, mon meilleur ami, généreux, discipliné,

épicurien, travailleur, mélomane, voyageur, est parti pour son dernier périple en notre compagnie. En douceur et en présence de sa belle Marie, sa fille, et de ses deux petits-fils.

Son seul regret, m'a-t-il dit avant de partir, c'est de ne pas avoir tourné son dernier projet de film », a-t-il écrit sur sa page Facebook.

La dernière réalisation d'Alain Chartrand date de 2013. Il s'agit du film *La maison du pêcheur*, qui raconte l'histoire des activités des futurs militants du Front de libé-

ration du Québec à Percé, un an avant la crise d'Octobre.

De la télévision au cinéma

Le cinéaste Alain Chartrand a travaillé autant au cinéma qu'à la télévision au cours de sa carrière. Les séries les plus populaires qu'il a réalisées sont *Chartrand et Simone*, *Montréal, ville ouverte* et *Paparazzi*. Au cinéma, son plus grand succès est la comédie *Ding et Dong*. Le film, sorti en 1990, met en vedette les comédiens Claude Meunier et Serge Thériault.

Partager ses origines

Alain Chartrand est le fils de l'écrivaine et grande figure du féminisme au Québec Simone Monet-Chartrand et du syndicaliste et militant socialiste Michel Chartrand. Il a réalisé un film sur chacun de ses parents. Il a fait un documentaire sur la vie de son père qui s'intitule *Un homme de parole* en 1991. En 1996, il a réalisé avec sa défunte conjointe, Diane Caillier, le documentaire *Une vie comme rivièrè*, qui porte sur la carrière de sa mère.

FÉMINISME

La lutte expliquée aux hommes

FLAVIE BOIVIN-CÔTÉ
L'Atelier

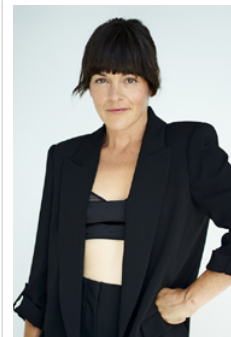
Dans *Féministe pour homme*, un monologue d'une heure et demie mis en scène par Alix Dufresne, Sophie Cadieux explique le féminisme à un public captif en n'épargnant aucun aspect. Sexe, lois, équité salariale, préjugés, tout y passe. Elle déconstruit toutes sortes d'idées préconçues sur les genres pour faire repartir les spectateurs et spectatrices avec une nouvelle vision à la fois moderne, informée et bienveillante de ce qu'est le féminisme en 2023.

« Préparez-vous, vous allez sortir d'ici féministes. J vous avertis. Le pipi que vous avez fait avant le show, c'est votre dernier pipi non féministe! », dit la comédienne dès le début du spectacle.

Expliquer le féminisme sur un ton à la fois ludique et instructif, en plus de faire un tour d'horizon suffisamment complet pour que le public en ressorte changé, c'est un défi de taille. Pour la talentueuse Sophie Cadieux, on peut dire que c'est mission accomplie (parce que oui, l'actrice nous explique le patriarcat en faisant de la zumba à un rythme effréné).

Féministe jusqu'au bout

Si le titre insinue que le spectacle s'adresse aux hommes, les femmes en sortent assurément conquises, fières et prêtes à poursuivre la lutte pour l'égalité. Si être une femme engagée fait de moi une spectatrice gagnée d'avance, je souhaite ardemment que plus d'hommes s'intéressent aux enjeux présentés dans la pièce. En d'autres mots, une heure et demie ce n'était pas assez, et j'en aurais pris plus! Comme l'a dit l'artiste : « Il est temps que les hommes s'intéressent aux contenus culturels qui portent le mot féministe. Ce n'est pas un mot qui fait peur, c'est un mot qui devrait rassembler. »



Sophie Cadieux livre son monologue de manière extraordinaire dans *Féministe pour homme*. Gracieuseté de l'Usine C

Le football québécois célébré en grand à Montréal-Nord

Les coupes Grey et Vanier réunies pour la première fois

OLIVIER GUILLET
L'Atelier

Pour la première fois de l'histoire du football canadien, les deux plus prestigieuses trophées du championnat universitaire et professionnel, respectivement la coupe Vanier et la coupe Grey, ont été présentés en même temps au public mardi soir.

Plusieurs centaines de partisans des Alouettes et des Carabins étaient présents au Pavillon Henri-Bourassa à Montréal-Nord pour accueillir les champions de la Coupe Grey et de la Coupe Vanier. La fierté des joueurs était palpable.

Beaucoup d'amour

« C'est fatigant, mais ça fait énormément plaisir de recevoir tout cet amour », a répondu le receveur éloigné des Alouettes, Régis Cibasu, questionné sur son état physique et mental après trois grosses semaines de festivités.

Le Montréalais a souligné l'importance de rester en contact avec la communauté. « On ne le réalise pas, mais ça peut sauver des vies. C'est important de montrer l'exemple et d'inspirer les jeunes pour qu'ils puissent réaliser leurs rêves [...] Nous sommes vraiment reconnaissants d'être ici. »

Le joueur de ligne défensive des Alouettes Mustafa Johnson a lui aussi exprimé tout l'amour reçu par le public : « Voir l'engouement



C'est la première fois de l'histoire du football canadien que les coupes Grey et Vanier sont présentées en même temps à la population. Olivier Guillet, L'Atelier

qu'on apporte à la communauté c'est tellement le fun [...] c'est le plus beau feeling possible à avoir au football québécois. »

Réaliser un rêve

Le porteur de ballon des Carabins de l'Université de Montréal, Rony Isméus, a vécu son plus grand rêve d'enfance de remporter la Coupe Vanier.

Il est tout aussi fier de partager cette victoire avec les citoyens de

Montréal-Nord.

« On a marqué l'histoire! On peut donner de l'espoir aux jeunes pour leur montrer que, peu importe si tu viens de Montréal-Nord ou de tout autre milieu, tu peux réussir », a mentionné Isméus, qui ne jouait même pas au football il y a tout juste quatre ans.

« Si moi j'ai pu atteindre l'université, n'importe qui peut atteindre l'université », a-t-il ajouté, l'air enjoué.

Quatre générations

L'événement a regroupé quatre générations de footballeurs québécois: les deux équipes championnes ainsi que des joueurs de trois équipes affiliées au Réseau du sport étudiant du Québec: les Béliers de l'école Henri-Bourassa, les Spartiates de l'école Calixa-Lavallée et les Spartiates du cégep du Vieux Montréal. Cette double victoire restera dans la mémoire des partisans et dans celle des joueurs.

SOCCER EUROPÉEN

Huit qualifiés en Ligue des champions

RAOUL BLOCH
L'Atelier

La dernière journée des phases de groupes de la Ligue des champions vient d'officialiser huit des seize équipes qui se qualifieront pour les phases à élimination directe. Peu de surprise dans le classement des groupes A, B et C: le Bayern de Munich, le Real de Madrid et Arsenal finissent respectivement premier; Copenhague, le PSV Eindhoven et Naples combient la deuxième place de chaque groupe.

L'Inter de Milan, annoncé comme premier, finit étonnamment deuxième dans le groupe D. Le club basque de la Real Sociedad crée l'inattendu en volant la première place. Les qualifications se poursuivent avec les groupes E, F, G et H. Elles sont en majorité déjà jouées, à l'exception des groupes F et H. Paris contre Dortmund et Porto contre le Shaktard sont les affiches majeures de demain.

Le CH loin de la zone payante

OLIVIER GUILLET
L'Atelier

« Je ne suis plus aussi patient qu'à mes débuts », a mentionné mardi l'entraîneur-chef des Canadiens de Montréal, Martin St-Louis, après l'entraînement à Brossard. L'entraîneur veut que ses joueurs soient plus impliqués à « l'intérieur du jeu » pour avoir davantage de chances de marquer. Cole Caufield n'y fait pas exception.

« Nos joueurs doivent attaquer la zone payante », a souligné St-Louis. Pour illustrer ses propos, il a même sorti l'exemple de Peter Forsberg, deux fois champion de la Coupe Stanley avec l'Avalanche du Colorado: « Il était excellent dans les périmètres, mais il jouait beaucoup en dedans [du jeu]. Il est devenu un joueur étoile de cette façon-là. »

Caufield en panne?

Selon l'entraîneur, il s'agit de la seule manière pour Caufield de trouver sa lancée. « Il doit continuer de créer des chances. Où sont ces chances-là? Elles sont rarement à l'extérieur du jeu », dit-il.

De plus, St-Louis n'a pas hésité à souligner que son jeune joueur est

encore en apprentissage dans une ligue qui s'améliore constamment.

Le petit attaquant du Canadien qui connaît un mois de décembre en deçà des attentes avec une seule passe en six rencontres, semble avoir compris le message de son entraîneur. « Je dois surprendre

« Je ne suis plus aussi patient qu'à mes débuts »
- Martin St-Louis

l'équipe adverse en coupant vers le centre de la glace, explique le numéro 22 du CH. C'est difficile présentement, mais je me concentre toujours sur le prochain lancer qui pourrait rentrer », explique Caufield.

Les blessures

« Nous avons perdu beaucoup de joueurs talentueux, et c'est une situation difficile, mais plusieurs d'entre nous ont relevé leur jeu d'un cran. Slaf fait partie de ces joueurs, souligne Nick Suzuki. Quant à moi, je dois me concentrer à rendre l'of-

fensive concrète sans chercher à faire le jeu parfait. »
St-Louis suit les propos de Suzuki et ajoute que, sans l'absence de Dach, Slafkovský n'aurait probablement pas joué sur le premier trio.

Composition de l'équipe

Jesse Ylonen faisait partie du quatrième trio tandis que Joel Armia était à la gauche de Dvorak sur le troisième. Jordan Harris a quant à lui poursuivi son plan de remise en forme. Il s'est entraîné en solitaire mardi et risque de faire son retour au jeu d'ici dix à quatorze jours. Lors de l'entraînement, c'est Gustav Lindstrom qui agissait comme septième défenseur.

Les Canadiens auront l'occasion de mettre en application les conseils de leur entraîneur mercredi soir face aux Penguins de Pittsburgh au Centre Bell. Le gardien partant pour le match sera dévoilé mercredi.

Caufield – Suzuki – Slafkovský
Monahan – Evans – Anderson
Armia – Dvorak – Gallagher
Pezetta – Stephens – Ylonen
Matheson – Savard
Guhle – Barron
Struble – Kovacevic

CHRONIQUE

La flamme est éteinte

LAURIE DORÉ

Le soccer est toute ma vie ou plutôt était toute ma vie. J'ai commencé à jouer au soccer à l'âge de 4 ans. Je suis devenue gardienne de but à temps plein à l'âge de 10 ans.

Faire la différence pour mon équipe en arrêtant des ballons en relançant le jeu d'un magnifique relais au pied à mon attaquante était ce qui me motivait le plus en tant que gardienne de but. Cette passion a disparu au cours des dernières années. Le sourire et le fun n'y sont plus.

La plupart des gens pensent que le rôle du gardien est d'arrêter des ballons. Selon l'Association régionale de soccer de Québec, 70 % du rôle du gardien est offensif, c'est-à-dire de participer à la possession du ballon de ton équipe et de faire de bonnes relances aux pieds ou à la main.

Être mise à rude épreuve

Ce rôle a toujours été mal compris. Il y a une très grande pression de performance puisqu'on est la dernière ligne de la défense et toute erreur est notée. L'aspect mental est un élément qui est trop souvent négligé par les entraîneurs. Au cours des dernières saisons, le manque de communication de l'entraîneur avec moi était extrêmement dur sur le mental. Ne pas savoir quand je vais être devant le filet, être laissée sur le banc pour huit matchs consécutifs sans explications, m'enlever de l'anneau pendant deux jours avant le match, sont tous des éléments qui me sont arrivés au cours des dernières années. Je comprends parfaitement qu'il n'y a qu'un seul filet et qu'inévitablement, un gardien sera laissé de côté.

Ce que je déplore est le manque de transparence des coaches.

Qu'est-ce qui est si difficile dans le fait de dire à ton gardien: « tu es devant le filet ce soir ou tu seras mon gardien numéro deux pour la saison entière. Voici pourquoi. Je m'attends à ça de toi pour la saison ». La remise en question était belle et bien réelle. Le doute s'installe à la moindre erreur. Est-ce que je suis assez bonne pour jouer à ce niveau? Ce doute est tellement intense que je n'avais plus de fun à jouer au soccer.

Poste ingrat

Au cours d'un match, le gardien se retrouve à faire de nombreux arrêts, et la seule fois où on le remarque est lorsqu'il laisse passer un but. C'est ce qui rend, selon moi, cette position très injuste par moment. Pour un gardien de but, même si tu es prêt physiquement et techniquement, si mentalement tu n'es pas prêt, toute cette préparation tombe à l'eau. Je souhaite pour le futur que le rôle du gardien de but soit mieux compris par les amateurs, les joueurs et les entraîneurs. Je me souhaite que la flamme se rallume, parce que le soccer reste toute ma vie.